

Emotion et polémique après l'assassinat à Paris de D. September

## Les services sud-africains pourchassent les opposants exilés

### Terrorisme d'Etat

L'assassinat sauvage de Dulcie September fait selon toute probabilité partie de l'offensive générale déclenchée depuis quelques mois par les services secrets sud-africains contre les militants de l'African National Congress, la plus vieille organisation anti-apartheid. Les dénégations doucereuses de M. «Pik» Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, ne changeront rien à cette évidence. Elles sont d'ailleurs contredites par des déclarations récentes du ministre sud-africain de la défense, M. Magnus Malan, selon lequel «il n'y a pas de différences entre l'ANC et toute autre organisation terroriste d'inspiration soviétique».

Ce qu'il y a de nouveau avec le meurtre de la rue des Petites-Ecuries, c'est qu'il a été commis dans un pays européen. Jusqu'à ces derniers mois, les agents secrets de Pretoria, en vertu d'une entente tacite, conclue entre services de l'ombre, évitaient en effet de frapper leurs ennemis dans les pays occidentaux et concentraient leurs coups contre les exilés réfugiés dans les Etats frontaliers de l'Afrique du Sud. C'est ce pacte qui vient d'être déchiré. Il aurait été dès juillet 1987 si les services britanniques n'avaient pas déjoué à temps une tentative d'assassinat de plusieurs militants de l'ANC.

La volonté sud-africaine d'exercer un prétendu «droit de suite» dans tous les pays de la planète illustre le durcissement intervenu à Pretoria depuis quelques mois. Les récentes émeutes noires expliquent ce phénomène, mais il prend surtout sa racine dans la montée de l'influence des formations politiques blanches les plus conservatrices, voire carrément néo-nazies. L'armée, dont dépendent les services secrets (le Directorate of Military Intelligence), a également accru son influence sur le pouvoir civil.

Résultat : désormais, tous les coups sont permis n'importe où, y compris chez M<sup>rs</sup> Thatcher, dont on sait pourtant l'opposition à des sanctions trop strictes ; y compris en France, où M. Chirac ne passe pas non plus pour un fanatique du boycottage.

Voici dorénavant Paris face à un nouveau terrorisme d'Etat, dont on connaît parfaitement le commanditaire. Espérons que M. Pasqua, ou son successeur sera aussi efficace contre ce nouveau fléau que la France l'a été contre le terrorisme national et proche-oriental. Espérons aussi que les autorités politiques oseront nommer les responsables du meurtre de Dulcie September et leur demander les explications qui s'imposent. Cela n'a pas toujours été malheureusement le cas, notamment après l'assassinat, l'an dernier, de l'avocat des opposants algériens en France, M<sup>r</sup> Meclli.

Pour le reste, il est à craindre que le climat électoral ne transforme l'assassinat de lundi en une affaire franco-française. M. Mitterrand a déjà fait savoir qu'il s'est préoccupé auprès du gouvernement des conditions dans lesquelles a pu être exécuté l'attentat. Quant à M. Marchais, toujours aussi peu soucieux de faire dans le détail, il a mis en cause pile-mêlée le premier ministre, son gouvernement et le président de la République, qui auraient «le sang de Dulcie September sur les mains». Rien de moins.

M 0147 - 0331 0 - 4 50 F



3790147004500 03310

Le gouvernement de Pretoria nie toute responsabilité dans l'assassinat, le mardi 29 mars, à Paris, de Dulcie September, représentante du Congrès national africain (ANC) en France, en Suisse et au Luxembourg. L'affaire suscite de vives réactions en France, en pleine campagne pour l'élection présidentielle.

Ce meurtre est un nouvel épisode de la lutte sans merci engagée entre les services de sécurité sud-africains et leur principal adversaire parmi les nationalistes noirs.

JOHANNESBURG de notre correspondant

«Le gouvernement sud-africain ne peut être tenu pour responsable de l'assassinat de M<sup>rs</sup> September», a affirmé le ministre des affaires étrangères, M. «Pik» Botha. Ce dernier a seulement ajouté qu'«il y avait de sérieuses dissensions dans les rangs des organisations qui emploient la violence pour aboutir à leurs objectifs politiques».

M. Botha n'a pas même mentionné le nom de l'ANC (Congrès national africain), précisant simplement qu'il se tenait au courant de l'évolution de la situation à Paris.

L'attentat a été accueilli ici dans l'indifférence générale, comme s'il s'agissait d'un événement qui ne concernait pas l'Afrique du Sud. Une sorte de périphrase qui a à peine été mentionnée au fin de journée dans les bulletins d'informations et qui n'a suscité aucune autre réaction.

«C'est notre droit de rechercher et de détruire les gangsters

de l'ANC où qu'ils soient. La légitime défense est non seulement un droit, c'est un devoir.» Ces deux phrases concluaient le tract laissé au siège de l'ANC à Harare (Zimbabwe) après l'attaque, le 19 mai 1986, par un commando de Pretoria. Ce témoignage ne laisse aucun doute sur la détermination du gouvernement du président Botha de mener une guerre sans merci contre les «terroristes» du mouvement en exil. Comme l'a souligné le général Magnus Malan, ministre de la défense, «il n'y a pas de différence entre l'ANC et toute autre organisation terroriste d'inspiration soviétique qui infeste le monde aujourd'hui».

Donc, pas de quartier. Il faut éliminer cet ennemi public numéro un dans tous ses repaires et, a fortiori, quand ils se trouvent à proximité du territoire sud-africain. Les événements des derniers jours en fournissent une parfaite illustration.

MICHEL BOLE-RICHARD. (Lire la suite page 4 et nos informations pages 4 et 5.)

Personnage-clé de deux Républiques

## Edgar Faure est mort

Edgar Faure est décédé le mercredi 30 mars, à 7 h 45, à l'hôpital Laennec de Paris, des suites d'un cancer du pancréas. Hospitalisé le 20 février, il avait subi deux opérations. Agé de soixante-neuf ans, ancien président du conseil sous la IV<sup>e</sup> République, ancien ministre, ancien président de l'Assemblée nationale, membre de l'Académie française, Edgar Faure aura marqué plusieurs décennies de la vie publique. Il a «tracé un grand sillon dans notre histoire», a déclaré M. Chirac.



## Un magicien de la politique

par André Passeron

«Brillant». Tel est le qualificatif que lui appliquaient tous ceux qui avaient connu ou ont simplement entendu Edgar Faure, ce magicien de la politique. On pourrait en ajouter bien d'autres pour définir ce petit homme rond au crâne rasé, fumant la pipe (du Jura), au zélelement célèbre, mais à l'éloquence redoutable, doué d'une intelligence rapide, d'une culture encyclopédique et d'une mémoire sans faille.

Distingué par de Gaulle à Alger en 1942, qui fait de cet avocat de trente-quatre ans, marié à

«Lucie» Meyer la nièce de Julien Cain, conservateur de la Bibliothèque nationale, le chef du service législatif de son gouvernement provisoire, «Edgar», que l'on appellera ensuite «président» était, depuis, constamment resté présent sur la scène politique, tantôt sur le plateau, tantôt en coulisses, mais jamais dans l'indifférence.

Si Edgar Faure aimait à citer William James, qui disait «d'abord continuer, ensuite commencer», c'est essentiellement parce qu'il goûtait les maximes paradoxales ou insolites, mais sur-

### « Primaires » américaines

M. George Bush s'impose comme candidat républicain. M. Michael Dukakis remonte chez les démocrates.

PAGE 3

### L'Église contre le général Noriega

Au Panama, les évêques catholiques s'engagent aux côtés de l'opposition.

PAGE 3

### Automobile et privatisation

Le statut de Renault en question, Rover cédé à British Aerospace, succès de la privatisation de Volkswagen...

PAGE 2

### La télévision par câble

Baisser les tarifs ou augmenter les programmes.

PAGE 27

Le sommaire complet se trouve en page 36

## L'élection présidentielle M. Mitterrand... à géométrie variable

M. Mitterrand progresse, depuis l'annonce de sa candidature, dans tous les sondages publiés. Il l'emporterait aisément au second tour. Au premier tour, M. Chirac devance M. Barre de sept points, selon la dernière enquête BVA-Paris-Match.

Stop ! On arrête tout et on recommence. Depuis son entrée en scène fracassante, M. Mitterrand a cessé le jeu des autres acteurs à tel point que la représentation, jusqu'alors ennuyeuse, est devenue confuse. On comprend quoi aux projets des trois principaux candidats, aux moyens qu'ils comptent utiliser pour les financer et aux armes politiques dont ils disposent afin de les mettre en œuvre ?

De programmes, MM. Chirac et Barre ne cessent de parler depuis des semaines, et pourtant, leurs ambitions ne passent pas les micros. Les Français, si l'on se fie aux sondages, ne croient plus dans le prêt-à-porter électoral. Le premier ministre candidat propose, logiquement, la prolongation de son bilan des deux années passées. En mars 1986, il en voulait pour cinq ans, le temps d'une législature. Il lui en reste trois, plus quatre afin d'aller au bout du nouveau septennat. Il désigne les enjeux du siècle à venir : l'Europe, l'éducation, la recherche. Et les devoirs de cette fin de siècle malheureuse : la solidarité. Mêmes priorités, mêmes mots ou presque dans le document que M. Barre a publié, mardi, et qui permet de se faire une idée, en condensé, de tout ce qu'il a dit depuis des mois. Les différences entre M. Barre et M. Chirac ne sont pas telles qu'elles ouvrent un grand débat. Il faut rechercher dans l'action passée, de l'un ou l'autre les racines de divergences supposées. M. Chirac n'était pas si européen naguère et, dans les premiers mois de son dernier gou-

vernement, il ne se souciait pas de la recherche autant qu'aujourd'hui.

M. Barre, pour sa part, a progressé dans l'ouverture sociale par rapport à la période (1976-1981) où il était premier ministre de M. Giscard d'Estaing. Le pas ne peut pas être oublié, mais chacun a bien le droit d'évoluer. Il convient de faire crédit.

JEAN-YVES LHOMEAU. (Lire la suite page 14.)

## L'hitlérien

Un roman de René-Victor Pilhes

Albin Michel

### Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Son et cinéma

A l'occasion des premières Rencontres cinéma/son à Nice, un dossier sur les progrès et les difficultés de la fameuse bande-son

Pages 19 à 21

ÉDUCATION

Des thermomètres pour évaluer l'école

L'idée de publier régulièrement des indices sur le santé de l'école fait son chemin

Page 28

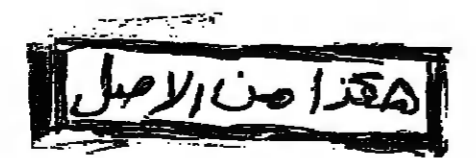
SUPPLÉMENT PAYS-BAS

Un réveil sans tensions

Présentés souvent comme les meilleurs élèves de la classe européenne, les Pays-Bas sont parfois victimes... de cette trop bonne réputation. Un voyage de Maastricht à Groningue et de Haarlem à Enschede montre à quel point ce pays est divers, mais aussi les nombreuses difficultés qu'il traverse. La crise économique, trop longtemps niée, n'en a été que plus dure, et la politique d'austérité plus radicale. La tolérance a permis à ce pays de se transformer sans se casser et de mener sans se perdre.

Pages 7 à 12

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,50 L. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.













# Pays-Bas : un réveil sans tensions

**PRÉSENTÉS**, souvent comme les meilleurs élèves de la classe européenne, les Pays-Bas sont parfois victimes... de cette trop bonne réputation. Comme si les Néerlandais, presque parfaits en tout, n'avaient aucune des aspérités, ne connaissent aucune des crises, n'avaient aucune des fautes qui font aussi le sel d'un pays. Bref, on était devenu trop fade à force d'être parfait. Tolérance, esprit d'entreprise, ouverture sur le monde, respect de l'environnement... Le tableau finissait par lasser.

**QU'ON** se rassure : un voyage de Maastricht à Groningue et de Haarlem à Enschede montre à quel point ce pays est divers, mais aussi les nombreuses difficultés qu'il traverse. La crise économique, trop longtemps niée, n'en a été que plus dure, et la politique d'austérité plus radicale. Voilà même les multinationales célèbres et redoutées comme Shell, Philips ou Unilever qui se voient obligées de changer d'image. Pourtant, force est de revenir aux clichés quand ceux-ci sont vrais : la tolérance a permis à ce pays de se transformer sans se casser et de muer sans se perdre.



PAUL BOUJMAN/INCLANDE PHOTO

## L'« expérience Lubbers »

**« VOUS** enquêtez sur l'expérience Lubbers ? Vous devriez attendre quelques jours, les tensions sont vives au sein du gouvernement. » Ces propos nous étaient tenus le 13 mars à La Haye. Le cabinet de coalition chrétienne-démocrate-libérale, en perte de vitesse dans les sondages, se montrait divisé sur la politique économique à suivre. M. Onno Ruding, le ministre chrétien-démocrate des finances, appuyé par les ministres libéraux, plaide pour plus de rigueur. La plupart des ministres chrétiens-démocrates, les d'une austérité qui dure depuis six ans, demandent qu'on lâche la bride. Le débat se prolongeait, tendu. Finalement, vingt-quatre heures plus tard, l'accord était conclu. Par crainte d'ouvrir une crise en l'absence à ce jour d'une alternative crédible à l'actuelle coalition. Mais aussi parce que le premier ministre, M. Ruud Lubbers, une fois de plus, a arbitré dans le sens de la modération.

Aux termes du compromis proposé, le déficit budgétaire sera encore réduit, mais de 3,5 milliards de florins (1) au lieu des 7 milliards demandés par M. Ruding. Afin de stimuler la demande, la croissance, l'emploi, l'impôt sur les sociétés mais aussi l'impôt sur le revenu seront diminués. De même certaines cotisations sociales seront prises en charge par les pouvoirs publics. En contrepartie, des coupes sévères seront opérées dans les budgets de plusieurs départements ministériels : l'éducation, la défense, l'aide au développement...

C'est là un nouveau train de mesures qui illustre comment agit M. Lubbers depuis qu'en octobre 1982 il a pris la tête de la coalition. Le premier gouvernement Lubbers a administré le pays de 1982 à 1986. Le second, entré en fonctions après un succès électoral des chrétiens-démocrates mais un recul des libéraux, devait en principe rester aux affaires jusqu'en 1990. « Le premier ministre est un homme très fort, son prestige va encore augmenter ; ce dernier succès pourrait changer le climat au sein de la majorité qui, ces derniers temps, était un peu morose », commentait M. H. Vonhoff, un libéral qui exerce la charge de commissaire de la reine dans la province de Groningue.

### Le pacte du gaz

Depuis six mois, M. Lubbers conduit une politique de redressement de droite dans un Etat de culture profondément social-démocrate. Une expérience dont à certains égards paradoxale dont les résultats positifs sont indéniables, en dépit de défaillances graves, et en particulier du maintien d'un taux de chômage parmi les plus élevés de la Communauté. M. Lubbers est parvenu à rendre sa mobilité à une économie qui s'était assoupie. L'opération a été douloureuse, surtout pour les citoyens les moins favorisés. L'expérience Lubbers, c'est aussi le temps des sacrifices. Mais le premier ministre a néanmoins réussi à ne provoquer de tensions aiguës ni dans la classe politique ni dans la société néerlandaise. « M. Lubbers n'a rien

d'un idéologue, son comportement est plus proche de celui de M. Bérégovoy que de celui de M<sup>me</sup> Thatcher », raconte une personnalité française de La Haye.

C'est donc depuis 1982 que Ruud Lubbers, le catholique, s'emploie à adapter la social-démocratie néerlandaise aux exigences nouvelles de l'économie. Le terrain était propice lors de son arrivée au pouvoir, et la société prête au changement. Après quatre ans d'un gouvernement socialiste, de 1973 à 1977, conduit par M. Joop Den Uyl, décodé voici quelques mois, les Pays-Bas avaient connu de 1978 à 1982 deux gouvernements à majorité chrétienne-démocrate avec à leur tête M. Van Agt. Le pays était alors prospère. A l'enrichissement de la période de croissance qu'a connu l'Occident avant le premier choc pétrolier, venaient s'ajouter ici les recettes du gaz de Groningue, exploité depuis le milieu des années 60. Un vrai pactole : « Il n'y avait plus de limites, tout semblait possible, les gens voulaient profiter de l'aubaine, on augmentait les salaires, les hommes politiques inventaient des programmes d'aide sociale de plus en plus généreux », raconte M. Van den Graaf, un proche collaborateur de M. Lubbers. Paradisiaques Pays-Bas...

### Rendre la confiance aux entreprises

C'était aussi l'heure de la libéralisation et de la fête. Amsterdam accueillait la jeunesse du monde. Les recettes produites par la vente du gaz masquaient les effets de la crise pétrolière. On continua à danser aux Pays-Bas alors que les pays voisins engageaient les politiques d'ajustement rendues nécessaires par la rébellion des émirats. Pourtant, à la fin des années 70, le pays avait pris conscience de la détérioration de la situation. L'industrie, qui n'avait guère la cote durant cette période post-1968 — écologie oblige — déclinait. Les bénéfices des entreprises rétrécissaient comme peau de chagrin. Contraintes et forcées, elles licenciaient. On ne comptait que 150 000 chômeurs en 1973, mais 300 000 en 1980 et plus de 800 000 en 1983. Leur nombre augmentait de 15 000 par mois lorsque M. Lubbers arriva au pouvoir. Il en résulta une véritable explosion des dépenses de solidarité. En quelques années, le budget passa d'une situation d'équilibre à un déficit égal à 10 % du PNB.

M. Lubbers profita de l'inquiétude croissante de ses compatriotes. Il avait fait son apprentissage dans le gouvernement Den Uyl, où les chrétiens-démocrates étaient minoritaires. Le leader socialiste avait jeté son dévolu sur celui qu'on lui présentait comme « un jeune patron aux idées avancées prêt à coopérer ». Il lui offrit le portefeuille des affaires économiques. Durant les gouvernements Van Agt, il fut le chef du groupe démocrate-chrétien à la Chambre. « M. Lubbers, lorsqu'il devint premier ministre, a certes bâti à partir des idées existantes, mais avec beaucoup plus d'emprise sur la situation que ses prédécesseurs. C'est un homme de dossiers. Il a des

idées sur tout et ne se contente pas de présider. C'est lui qui a fait prendre aux Pays-Bas un tournant décisif », raconte M. Edmond Wellenstein, un ancien haut fonctionnaire européen, aujourd'hui conseiller du gouvernement néerlandais.

M. Lubbers, s'il ne les convainc pas tous, impressionne ses compatriotes, qui, à ce jour, ne lui reconnaissent aucun rival, ni au gouvernement ni dans les partis. Super-Lubbers, alors ? Ce n'est pas le genre dans ce pays de tradition calviniste. « C'est vrai qu'il a une stature qui dépasse son pays. Mais ici, si on a du charisme, on le cache. La simplicité est bien vue. Il a trouvé le ton. C'est un gestionnaire qui a de l'esprit », note notre observateur français.

Cet art de persuader, de ne pas susciter l'hostilité, M. Lubbers en fit immédiatement usage en 1982, en faisant approuver par le Parlement un programme qui donnait la priorité absolue à l'assainissement de l'économie. « Le plus important, dans ce qui a été accompli, c'est peut-être la modification du processus de décisions. Le gouvernement a montré qu'il savait réagir vite en se passant, si nécessaire, du processus de consultations corporatives en usage aux Pays-Bas », explique le professeur Geelhood, membre du conseil scientifique du gouvernement, un organisme comparable à notre commissariat du Plan.

Ainsi en est-il. M. Lubbers fonça, appliqué avec détermination, mais par touches successives, une série de réformes qui, pour l'essentiel, concoururent à deux objectifs : réduire la part de l'Etat dans l'économie et, de manière plus précise, couper dans les dépenses publiques afin de diminuer le déficit budgétaire ; rendre la confiance aux entreprises afin de susciter davantage de croissance et d'emploi. Le premier objectif a été, en large partie, atteint. Le second, en revanche, ne l'est qu'à moitié : les entreprises, depuis plusieurs années, ont retrouvé dynamisme et profits, mais la croissance se traîne et le chômage reste le plus élevé de la CEE.

### Quatre canettes et deux cassettes

« No nonsense », c'est en s'appuyant sur ce slogan que le gouvernement Lubbers s'est attaqué aux excès de l'Etat-providence. L'air de dire qu'on allait couper dans la superfluité, dans cette protection sociale de luxe, qui n'était plus compatible avec la nouvelle donne de l'économie mondiale. Dans cet esprit, on supprima certaines allocations plus ou moins expérimentales accordées jusque-là sans compter. Mais le gouvernement alla bien au-delà. Les indemnités versées à différentes catégories d'assistés — chômeurs, invalides, étudiants, retraités, — qui, auparavant, étaient liées au salaire minimum garanti, en furent décrochées, et la perte fut douloureuse. Les bourses pour les étudiants furent limitées et la prise en charge des dépenses de santé réduite.

« Il s'est créé une pauvreté silencieuse. Les gens n'ont pas faim, mais ne sont plus capables de participer à une vie active. Désormais, le chômage est souvent ressenti

comme un état permanent. A Amsterdam, le type qui n'a pas de travail achète quatre canettes de bière, loue deux cassettes vidéo, et sa journée est finie. Ainsi vont les destins sans issue », observe M. Marin Van Traa, député socialiste, montrant de la sorte que, dans ce pays qui jouissait du système de protection sociale le plus avancé de la Communauté, la course à l'économie a pu provoquer sinon la misère, du moins beaucoup d'amertume.

Retour aux statistiques. Le redressement financier a été spectaculaire. Le déficit budgétaire a été ramené de 11 % du PNB en 1982 à 7,5 % en 1987 et, on l'a vu, M. Ruding n'a pas l'intention de s'arrêter en chemin. Autre succès, les entreprises ont retrouvé de l'assurance. Le programme du gouvernement, mettant l'accent sur le nécessaire désengagement de l'Etat, sur la dérégulation, sur la privatisation, était taillé à leurs mesures. Elles ne pouvaient qu'apprécier l'encouragement fourni par les pouvoirs publics à la modération salariale. Le gouvernement donna l'exemple en décrétant une réduction de presque 3 % des salaires des fonctionnaires. Il déclencha ainsi une longue grève, mais, au bout du compte, l'emporta. Les patrons ont largement bénéficié d'aides à l'investissement — le fameux programme WIR, supprimé depuis quelques semaines presque par surprise, mais bientôt remplacé par des allègements fiscaux.

Le spectre de la désindustrialisation, qui hantait l'esprit des experts, a disparu. Mais chacun reconnaît que la situation reste grave et que le premier ministre n'arrivera jamais à ramener d'ici à 1990 le nombre des chômeurs au-dessous de la barre des 500 000 comme il s'y était engagé en 1986. Le gouvernement est critiqué sur d'autres fronts : le système d'éducation fonctionne mal, les tentatives de réforme ont échoué, provoquant, selon des observateurs de toutes tendances, un vrai chaos. L'organisation des services de santé est tout autant brocardée.

Ces facteurs négatifs suffisent à M. Wim Kok, le chef de l'opposition socialiste, pour dénoncer l'insuffisance des résultats et l'absence de cohésion au sein du gouvernement. Celle-ci, en vérité, n'a rien d'exemplaire. Les libéraux préconisent aujourd'hui une accélération des réformes. Les chrétiens-démocrates, peu soucieux que celles-ci affectent le cœur de l'Etat-providence, souhaitent une trêve. Les libéraux percutent-ils se permettent de susciter un clash ? Leur manque de vrai leader compte parmi les raisons qui les incitent à la prudence.

Les socialistes, en revanche, piaffent d'impatience. Ils reconnaissent une certaine utilité à l'expérience en cours. « M. Lubbers a donné un coup de frein à la progression du déficit budgétaire. Nous n'avons pas nié que c'était nécessaire », note M. Van Traa. Mais ils sont convaincus que la politique économique telle qu'elle est conduite ne permettra pas d'atteindre les objectifs que le gouvernement s'est fixés en matière de chômage et même de budget. Il convient donc de l'infléchir pour obtenir davantage de croissance et d'emploi. De surcroît, explique-t-il, une plus forte activité faciliterait (grâce à l'aug-

mentation des recettes) le retour à l'équilibre budgétaire.

S'orienter-t-on, après ces six années d'austérité, vers un rapprochement entre chrétiens-démocrates et socialistes ? L'expérience Lubbers, cette recherche du meilleur équilibre possible entre l'Etat-providence et le libre jeu du marché, n'a pas été menée à son terme. Il est vrai aussi, comme le remarque le professeur Geelhood, que « peu de gouvernements ont rencontré aussi peu de résistance ». Ne serait-ce pas un encouragement pour continuer ?

### L'Europe et l'OTAN

Les avis diffèrent sur la possibilité effective de faire coopérer, dans deux ans, socialistes et démocrates-chrétiens. Leurs positions, en termes de politique extérieure, sont voisines. Au reste, depuis que la querelle sur les missiles a disparu — encore une affaire gérée avec habileté par M. Lubbers — les problèmes de défense n'occupent plus une place de premier plan dans le débat politique. Le premier ministre est très européen, les socialistes le deviennent. Les uns et les autres sont irrités par le négativisme de M<sup>me</sup> Thatcher. Les Etats-Unis et l'OTAN apparaissent moins qu'hier comme l'alpha et l'oméga d'une politique de sécurité. Le concept de défense européenne, qui aurait été considéré comme parfaitement farfelu voici dix ans, commence à être pris au sérieux. Mais est-il intéressant pour une Europe différente de l'Europe atlantique, chère à M. Joseph Luns, qui fut ministre des affaires étrangères au temps du général de Gaulle, est encore apprécié.

Les problèmes d'éthique intéressent toujours cette société de liberté. La tolérance, une vertu nationale, n'a pas été affectée par six années de gouvernement conservateur. Elle s'est peut-être un peu embourgeoisée.

« Ce pays a vécu une crise libertaire, il se replace dans les assises anciennes » résume notre interlocuteur français. Bref, l'économie demeure au centre du jeu et des combinaisons politiques. « Les socialistes ont beaucoup appris du succès de Lubbers. Ils ont compris les limites de l'intervention de l'Etat ; ils ne toucheraient pas aux réformes accomplies s'ils revenaient au pouvoir », estime le professeur Geelhood. M. Van den Graaf pense, à l'évidence, qu'il reste encore à ces mêmes socialistes un bout de chemin à parcourir. Sont-ils plus réalistes ? « Leurs amendements vont toujours dans le même sens : selon eux, il faudrait toujours accepter plus de dépenses, davantage de déficit ». D'ici deux ans peut-être... Car ce proche collaborateur de M. Lubbers, comme la quasi-totalité de nos interlocuteurs, s'affirme favorable à un retour rapide des socialistes aux affaires : « Dans notre pays, il n'est pas bon qu'un grand parti soit mis hors circuit pendant une trop longue période. Il risque alors de trop s'écarter des réalités et de prendre des positions excessives. »

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) 1 florin = 3,02 francs.

هتدا من الاميل

PAYS-BAS : UN REVEIL SANS TENSIONS

# Le nouvel âge du Limbourg

هنا من الامم

« **L**a province la moins néerlandaise des Pays-Bas », disent les Hollandais du Limbourg. Simple cliché ? Toujours est-il que les Limbourgeois cultivent leur différence. D'entrée de jeu, ils relèvent que leur dialecte, aux nombreuses expressions françaises, est très éloigné de la langue nationale. M. Sjeng Kremers, le commissaire de la région, prend visiblement un malin plaisir à s'entendre appeler « gouverneur » par ses administrés, contrairement aux représentants de la couronne dans les onze autres provinces et à souligner : « C'est un des éléments de notre particularisme. »

Le relief déjà, surtout dans le sud, contraste avec le reste du plat pays. Très vallonné, le Limbourg s'enorgueillit de posséder le point culminant des Pays-Bas (321 mètres à Vaalserberg). L'ambiance est aussi différente. Est-ce l'origine catholique de ses habitants ? « Les Limbourgeois sont plus gais que leurs compatriotes », affirme M. Hendrik Versteegh, Hollandais installé depuis trente ans dans la région et président de la chambre de commerce de Maastricht. Ce n'est peut-être pas pour rien que la capitale provinciale compte 400 cafés pour 115 000 âmes...

### Plus de traces des terrils

L'hospitalité de ses habitants, associée à la variété de ses paysages, a conduit le Limbourg à développer ses atouts touristiques. La province (1,1 million d'habitants) accueille bon an mal an 1,5 million de visiteurs. Les trois quarts sont des Néerlandais et 15 % des Allemands de l'Ouest. À l'office du tourisme, on déplore : « Les Français sont rares, moins de 1 % du total des séjours. » Le principal centre de loisirs, Valkenburg (Fauquemont) enregistre à lui seul 300 000 touristes, 5 000 hectares de plans d'eau — dont 3 000 à Roermond — ont été aménagés le long de la Meuse sur les sites des anciennes gravières.

Mais c'est surtout sur la production industrielle et les services que le Limbourg met tous ses espoirs pour assurer son avenir. Bien que coincée entre la Belgique et la République fédérale, la province la plus méridionale des Pays-Bas est largement désenclavée, grâce à un réseau autoroutier très dense. La ville de Venlo, au nord de la région, n'est-elle pas un des principaux axes routiers entre la Ruhr, Rotterdam, Amsterdam et Anvers ? De son côté, l'aéro-



Maastricht

port de Maastricht (Beek) affiche des résultats qui le classent au deuxième rang des aéroports des Pays-Bas pour le transport de fret.

Pourtant, le Limbourg revient de loin. La fermeture des charbonnages, accélérée par l'exploitation du gaz de Groningue, a plongé la région en plein désarroi. 75 000 emplois ont été supprimés en l'espace de dix ans, doublant ainsi le taux de chômage par rapport à la moyenne nationale. « Aujourd'hui, affirme M. Kremers, la restructuration est achevée. » Pour appuyer sa démonstration, le gouverneur avance le dernier chiffre des hommes à la recherche d'un travail :

« Il est comparable à celui du reste du pays. » Et le sous-emploi des femmes ? Le commissaire de la région a son explication : « Le retard est dû à la tradition minière de la région, c'étaient les hommes, qui descendaient dans les puits. » Apparemment, M. Kremers a raison. Plus de traces de terrils, qui ont été aménagés en collines ver-

doyantes. Seule subsiste de l'époque des gueules noires la reconstruction d'une mine dans le parc d'attractions de Valkenburg. Tout autour du centre de Maastricht se dressent des habitations et des bâtiments flamboyants neufs, notamment le nouveau palais provincial et le centre des congrès aux dimensions impressionnantes.

« Force est de constater, poursuit le gouverneur, que La Haye a tout fait pour sortir le Limbourg de la crise des charbonnages. » Ce n'est pas à l'usine Volvo (installée à Born) — qui appartient à l'Etat — qu'on dira le contraire. Le constructeur des automobiles de la série 300 vient de fêter la sortie de sa millionième voiture, mais certaines estimations font ressortir que chaque exemplaire a coûté en moyenne 1200 florins (près de 4 000 francs actuels) aux contribuables néerlandais.

Pour M. Louis Ligthart, dirigeant de la DSM — les anciens charbonnages nationaux de Heerlen —

convertie dans la chimie à haute valeur ajoutée mais toujours propriété de l'Etat, le temps des subventions est révolu : « Nous réalisons des bénéfices depuis plusieurs années et nous fonctionnons selon les règles d'une société privée. »

En 1964, la DSM employait 35 000 postes de travail dont la quasi-totalité au Limbourg. Aujourd'hui, la première entreprise de la province emploie 27 000 personnes dont seulement 10 000 exercent leur activité sur place. Est-ce dû à l'organisation paternaliste de la firme depuis sa création ? La conversion s'est effectuée en bon ordre : « La DSM n'a pas connu de grèves depuis plus de vingt ans », déclare, pas peu fier, M. Ligthart qui précise : « Il faut dire que nous nous sommes toujours montrés responsables à l'égard de nos travailleurs. »

Du côté syndical, on affiche aussi un beau consensus : « Nous sommes condamnés à nous entendre »,

affirme M. Frans Hol, un des dirigeants de l'Organisation des cadres (BLHP). Il est vrai que cette dernière compte autant d'adhérents que les trois syndicats ouvriers réunis.

Alors, pas de séquelles de la crise ? Difficile à dire affirmatif. Heerlen est devenu, après Amsterdam, le deuxième centre de distribution de drogue aux Pays-Bas. Les explications divergent selon les interlocuteurs. Certains avancent que la durée d'une situation sociale difficile a favorisé le phénomène. D'autres évoquent la proximité de la RFA qui connaît chaque année une dizaine de décès par surdose. Plus encore l'installation, après le départ de France des forces de l'OTAN, de troupes américaines à Brunsum, à quelques encablures de l'ancienne cité charbonnière. À l'instar de la police d'Amsterdam, avec laquelle s'est établie une étroite coopération, celle du Limbourg s'est engagée dans une politique plus répressive à l'égard des revendeurs. Aussi, M. Kremers se montre-t-il confiant quant à la maîtrise du fléau.

### Avenir européen

Le gouverneur ne se veut pas moins optimiste à propos de l'avenir européen de sa région. Associée à celles de Liège, du Limbourg belge et d'Alsace-Champagne, la province néerlandaise participe depuis 1976 à Eurogic-Meuse-Rhin. Le principal objectif de cet organisme est d'intensifier la collaboration entre les entreprises afin de surmonter les obstacles dressés par les frontières nationales. Pour bien montrer son caractère européen, Maastricht a accueilli en 1981 l'Institut d'administration publique dont les langues de travail sont le français et l'anglais, et qui organise tout au long de l'année des séminaires et des tables rondes pour donner une vision communautaire aux fonctionnaires nationaux.

Mais voilà, les Etats existent toujours. Le gouvernement de La Haye a décidé, il y a quelques semaines, de supprimer les aides aux investissements sur l'ensemble du territoire néerlandais. Les autres partenaires d'Eurogic continuent, pour leur part, à bénéficier de subventions importantes, notamment le Limbourg belge qui est encore très loin d'en avoir terminé avec la fermeture de ses charbonnages.

Il reste tout de même aux Limbourgeois néerlandais leur propre banque d'investissement (dénom-



mée LIOF), également créée au début de la restructuration. Dotée de capitaux essentiellement publics (Etat, province, communes) le LIOF prête de 15 à 35 % de l'investissement global selon les zones d'implantation à des taux préférentiels. M. Stefan Petit, le chef des relations publiques de l'organisme financier, présente des résultats spectaculaires : cent nouvelles entreprises et cinquante mille emplois créés en l'espace de dix ans.

Des unités de production qui sont à mettre pour un tiers à l'actif des firmes américaines, suivies de loin par les Néerlandais, les Allemands, les Suisses et les Scandinaves. Pas une seule filiale française. La proximité de Liège n'explique pas tout. M. Petit relève : « Le monde des affaires parle anglais et avec les Français, c'est difficile. » Mais le LIOF ne perd pas espoir : « Nous avons pris contact avec les Français au début de l'année. »

Pourtant, nombreux sont les Limbourgeois qui parlent français, mais à leur avis, cette langue perd régulièrement et rapidement du terrain. Dans ce domaine aussi, l'Etat pèse de tout son poids. A la fin des années 60, La Haye a rendu obligatoire l'étude de l'anglais dans les lycées néerlandais. Aussi, le Limbourg n'a-t-il pas pu défendre l'idiome de ses plus proches voisins, la Wallonie, l'Allemagne et la France.

Dans ces conditions, il est à craindre dans un proche avenir que seul le côté chic du français (noms de boutiques, des bistros, des hôtels et des restaurants) conserve une trace dans le département de la Meuse inférieure de la Révolution, du Consulat et de l'Empire. Heureusement que d'Artagnan a eu la bonne idée de se faire tuer lors du siège de Maastricht par les armées de Louis XIV. La petite statue du comte de Montecassino plantée au pied des remparts de la ville a au moins le mérite de pérenniser la présence française.

MARCEL SCOTTO.

Avec l'acquisition en décembre dernier de la Nederlandsche Crediet Bank, le Credit Lyonnais Bank Nederland, déjà première banque étrangère aux Pays-Bas, conforte sa position de quatrième banque commerciale locale.

## LE CREDIT LYONNAIS RENFORCE ENCORE SA POSITION AUX PAYS-BAS.



Fort d'un bilan de 75 milliards de FF, présent dans 90 villes, disposant de près de 4.000 collaborateurs, le CLBN est à même de vous conseiller et de vous apporter l'aide nécessaire dans tous les domaines bancaires traditionnels mais aussi pour la recherche de débouchés commerciaux, la mise au point d'accords avec des sociétés néerlandaises, l'implantation de filiales locales et l'arrangement de leurs financements, la création de holdings, l'organisation de "cash management" international, "netting", etc.... Avec le CLBN vous disposez d'un partenaire bien implanté dans le pays et améliorez vos chances de réussite.

CREDIT LYONNAIS: LE POUVOIR DE DIRE OUI



Siège social: Coolingsingel 63, Boîte Postale 1045, 3000 BA Rotterdam, Pays-Bas  
Téléphone: (0) - 469 59 11



# Groningue, capitale du Nord

**C**OMMENT imaginer un port surréaliste ? Partez vers Eemshaven, à l'extrême nord des Pays-Bas, face à l'Allemagne, la plus récente porte maritime de la province de Groningue. Le voyageur qui arrive par le sud découvre, se dressant au-dessus des champs, ce ligne de droite à gauche comme pour une maquette enfantine, un immense tanker au mouillage qui attend prendre, une imposante plate-forme pétrolière qui connaît le même sort et puis, à peine plus importants, entourant une partie limitée des vastes bassins vides, les 1 300 mètres de quais et d'installations portuaires. Ce spectacle iréal témoigne-t-il d'un échec retentissant ?

A première vue c'est l'impression qui s'impose. Il est vrai que Eemshaven, deuxième site, en eau profonde, du port de Delfzijl plus au sud, a été construit à la fin des années 70, avec de grandes ambitions industrielles néerlandaises. Les entreprises ont fait défaut, mais, après quelques années difficiles, le port se développe néanmoins, et ses promoteurs montrent avec fierté des réalisations spectaculaires. Le terminal secret, construit à l'initiative de la compagnie des charbonniers (TCE) Transi Center Eemshaven, qui pourra entreposer 100 000 tonnes de sucre en vrac, sera inauguré le 21 octobre. Un peu plus loin, on achève le terminal de fruits tropicaux le plus moderne d'Europe. L'importateur néerlandais des voitures, Lada, décharge ici. Plein de projets en tête, M. John Olderode, le patron de la TCE, nous affirme, avec la conviction des croyants, qu'Eemshaven, à la porte de la Scandinavie, possède le meilleur emplacement entre Anvers et Hambourg.

« Les gens de Groningue parlent peu. Ils font ce qu'ils disent au lieu de dire ce qu'ils font », proclame en plaisantant à peine M. Olderode. Le cas d'Eemshaven illustre, c'est vrai, l'énacité de ces hommes du Nord mais aussi l'importance des obstacles à vaincre pour assurer le développement d'une province excentrée si loin de la Hollande. Le phénomène est vieux comme le pays. La Groningue comptait parmi les sept provinces qui, à la fin du seizième siècle, formaient les Provinces unies, c'est-à-dire les Pays-Bas indépendants. Mais plus tard, au Siècle d'or, il fallut bien de l'entregent à ces « Etats » ou à ces provinces pour ne pas se faire oublier des régents de



Le port d'Eemshaven

l'oligarchie d'Amsterdam, qui dominaient la nation.

La Groningue, mis à part le sérieux de ses citoyens, dispose d'atouts disparates : la plus vieille université des Pays-Bas après Leyde, d'immenses gisements de gaz qui, il est vrai, ont davantage enrichi la nation tout entière que la province elle-même, une tradition rurale favorable au développement d'une industrie agro-alimentaire, l'espace, donnée rare aux Pays-Bas, qui aide à mieux vivre et puis, handicap qui peut se transformer en carte maîtresse, cette situation du bout du monde, aux confins de la Basse-Saxe, tout près de Brême, de Hambourg et du Danemark.

### Amélioration des infrastructures

« Début 1970, la province était en crise. On y comptait 30 % de chômeurs. La situation était particulièrement dramatique dans la partie orientale. Le gouvernement Biesheuvel, où j'étais secrétaire d'Etat à la culture et aux loisirs, a lancé un programme de développement

commun aux trois provinces du Nord, la Groningue, la Frise et la Drenthe. On a d'abord mis l'accent sur l'amélioration des infrastructures », raconte M. H. Vonhoff, commissaire de la reine, une fonction voisine de celle de préfet de la province. M. Vonhoff, personnage chaleureux ressemblant davantage à Orson Welles qu'à un de ces austères régents peints par Frans Hals, a été parlementaire puis maire d'Utrecht avant de venir, en 1980, prendre cette charge à Groningue.

Pas de développement sans infrastructures. La Groningue possédait quelques mauvaises routes et son tissu de canaux où circulaient les barges chargées de betteraves et de pommes de terre. Le programme s'est traduit par la percée d'autoroutes, d'abord vers le sud et puis en 1982 vers l'ouest, c'est-à-dire vers Amsterdam et La Haye.

Dans la cité de Groningue, à l'abri de la belle tour Martin (il s'agit de saint Martin) éparpillée par les durs combats qui opposèrent, en 1945, les forces canadiennes et polonaises aux troupes allemandes, l'université fondée en 1614, comme il se

doit, donne le ton. Elle compte dix sept mille étudiants venus des trois provinces du Nord et elle procure quatre mille emplois. Trait d'union entre la tradition et l'esprit moderne, elle vient d'inaugurer sa superbe bibliothèque, qui possède plus d'un million d'ouvrages.

Manifestation de la vague d'émancipation qui atteint il y a une quinzaine d'années ces cités protestantes, dans la salle d'honneur à la décoration solennelle et empesée, les places réservées aux épouses sont désormais marquées « siège du parlementaire du recteur », « siège du parlementaire de l'orateur ». Nous n'en avons écouté qu'avec plus de sympathie M. S. Knipers, le recteur, nous expliquer que, pour une région comme la Groningue, la politique de M. Lubbers, que par ailleurs il apprécie hautement, n'est pas sans inconvénients puisque, soucieuse d'accorder la primauté au marché, elle se montre peu directive et peu généreuse pour orienter les investissements.

La présence de l'université a été d'un grand secours lorsque le com-

missaire de la reine s'est mis en tête d'attirer dans la ville les services administratifs décentralisés. Sa principale victoire, obtenue à l'arraché en 1983, fut la décision d'installer à Groningue le siège central des PTT ainsi que plusieurs de leurs grands départements (télécommunications, télématique). Le gouvernement avait cherché à se dérober. Pourtant, d'après les sondages, 95 % des personnels qui ont emménagé à cette occasion à Groningue sont ravis : espace et nature. Le ministère de l'éducation a son deuxième siège dans la ville, le ministère des transports et des travaux publics y possède des services importants.

### Le triangle d'or

Mais Groningue est aussi une cité industrielle. On y trouve le siège central de Philips pour les appareils ménagers. La aussi, M. Vonhoff a dû batailler des années durant, et il y a six ans seulement que le président de cette division a arbitré en sa faveur. Le groupe emploie six mille personnes dans les trois provinces du Nord. Gasunie, qui achète, transporte, commercialise le gaz naturel, a depuis vingt-cinq ans son siège à Groningue. L'entreprise - propriété commune d'Esso, de la Shell, de l'entreprise minière DSM et de l'Etat - exporte 50 % du gaz que lui fournit surtout la NAM, autre filiale d'Esso et de Shell, qui est le principal opérateur (Petroland, filiale d'Elf, est également opérateur, bien plus modeste, sur un périmètre situé en Frise). Les principaux gisements entourent Slochteren, un bourg des environs de Groningue.

Dans la ville, aussi, les deux plus grandes raffineries de sucre d'Europe. L'industrie du papier, menacée il y a cinq ans, est prospère : 80 % du carton produit aux Pays-Bas en proviennent. L'activité industrielle s'est développée à l'est de Groningue, à Hoogeveen, les chantiers navals, où souvent convertis en matériels offshore, sont installés le long des canaux et au nord dans la zone portuaire de Delfzijl. On y trouve une vingtaine d'unités de production importantes (chimie, pétrochimie, aluminium), filiales de grands groupes néerlandais tel Akzo, mais aussi américains, japonais, allemands, norvégiens, suédois.

Comment ne pas signaler au sud, à deux pas de la frontière allemande, à Ter-Apeltkanaal,

l'immense usine d'Avebe, le premier producteur de fécula de pomme de terre d'Europe : 560 000 tonnes en 1987 sur un total de 1 100 000 tonnes ? Ce sont les paysans producteurs de pomme de terre, semblables à ceux peints par Van Gogh, qui se sont rassemblés en coopérative au début du siècle pour mieux valoriser leurs récoltes. Quel chemin parcouru !

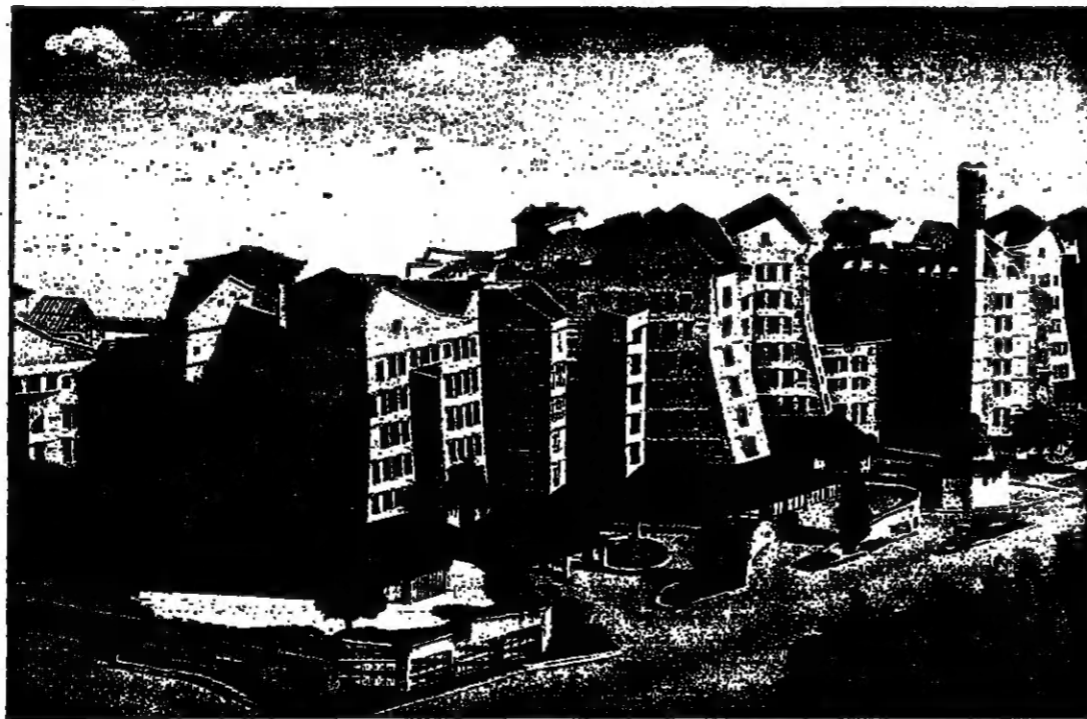
Les produits dérivés qui font aujourd'hui le succès d'Avebe intéressent le textile, l'industrie du papier, l'agro-alimentaire, les adhésifs. La pression écologiste a presque tué Avebe : l'eau rejetée par les usines était polluée. L'odeur, qui n'avait pas gêné le voisinage pendant des générations, était soudain devenue insupportable. L'entreprise a dû emprunter 500 millions de florins (1,5 milliard de francs) pour acheter les nouveaux équipements antipollution. « Nous avons éprouvé pendant quelques années une impression de quasi-banqueroute », avoue un des dirigeants, M. J. Roozema, le responsable des relations publiques de l'entreprise. Ce moment difficile est passé, et depuis 1986 le groupe a renoué avec le profit.

M. Vonhoff ne peut ni ne veut s'arrêter en si bon chemin. D'année en année, le chômage baisse, mais il affecte encore 20 % de la population active. Les projets de développement appartiennent comme le prolongement logique de l'action déjà entreprise. Les dépenses d'infrastructure se concentreront sur l'autoroute vers la RFA et surtout sur l'extension de l'aéroport d'Eelde, en Drenthe certes, mais à 12 kilomètres seulement de Groningue.

Au reste, le développement est de plus en plus conçu à l'échelle et en fonction des besoins des trois provinces septentrionales. Ainsi le triangle d'or de l'industrialisation lie Drenthe, en Frise, Asser, en Drenthe, à Groningue. La vieille cité fait figure toujours davantage de capitale du Nord. M. Vonhoff multiplie à côté de l'université les écoles techniques supérieures. On en compte seize à ce jour. L'université elle-même, soucieuse de mieux contribuer au développement des technologies avancées, se rapproche de l'industrie. Elle est en train d'étendre son « parc scientifique », pépinière déjà d'une dizaine d'entreprises particulièrement pointues. Groningue, de *energieke provincie*, a le vent en poupe.

Ph. L.

**En affaires, les Hollandais abordent toujours les problèmes d'une façon non traditionaliste... à l'Image de l'architecture de notre nouveau siège social**

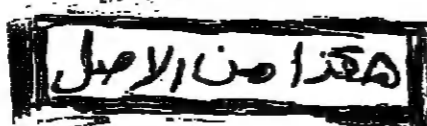


Reproduction de notre siège social situé au sud-est d'Amsterdam

## NMB BANK LE SENS DE LA BANQUE

NMB BANK (France) S. A. - 8, place Vendôme, 75001 Paris  
Tél. : 42-61-55-25

Atlanta, Amsterdam, Bahrain, Buenos Aires, Caracas, Chicago, Curaçao, Genève, Hambourg, Hong Kong, Jakarta, Londres, Los Angeles, Luxembourg, Mexico, Milan, Montevideo, New York, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Séoul, Singapour, Tokyo, Zurich



PAYS-BAS : UN REVEIL SANS TENSIONS

Multinationales : le pragmatisme des quatre géants

LORSQU'EN octobre 1986 les autorités de la Bourse d'Amsterdam décidèrent d'offrir aux investisseurs un nouveau produit de spéculation - l'option d'achat à cinq ans - elles n'hésitèrent pas un instant. Les sociétés cotées pouvant servir de support à cet outil financier à long terme seraient forcément les quatre grandes multinationales qui ont fait la fortune des Pays-Bas : Royal Dutch, Philips, Unilever et Akzo (1). Dans la vitrine financière d'Amsterdam, quel meilleur placement trouver ?

s'alliera définitivement avec la société Shell Transport and Trading. Aujourd'hui, encore le groupe est à capitaux à 60 % néerlandais et à 40 % britanniques. Une de ses caractéristiques de base est la très forte concentration sur son métier traditionnel, allié à une diversification géographique très équilibrée.

La ressource humaine

Le conglomérat « à l'américaine » n'a pas bonne réputation parmi ces grandes sociétés. Les diversifications hasardeuses sont vite corrigées : ainsi Shell et Akzo, qui détenaient ensemble (les géants collaboraient parfois) une filiale de produits grand public aux Etats-Unis, l'ont-ils vendue en 1987. Trop loin du pétrole, trop loin de la chimie. Les groupes préfèrent contrôler convenablement l'ensemble de la filière de production. Shell est ainsi depuis les origines un distributeur pétrolier autant qu'un exploitant de puits. Quant à Unilever, société anglo-néerlandaise depuis la fusion en 1929 des savonneries Lever et du margarinier hollandais Margarine Unie, elle a poussé la logique de la concentration verticale à son plus haut point. Son métier étant la vente de produits de grande consommation (alimentaires, cosmétiques ou détergents), elle s'est attachée au cours des années à

contrôler l'amont (fabrication de boîtes et d'emballages) comme l'aval (transport).

Royal Dutch Shell et Unilever ont toujours voulu respecter un principe d'équilibre extrêmement rigoureux, entre leurs deux pays de départ, entre l'amont et l'aval de la filière, entre les zones géographiques d'expansion, un principe qui les a rendus particulièrement aptes à amortir la crise. Mais cette rigueur s'est souvent avérée derrière de biens leurs murs : ces entreprises géantes communiquent depuis toujours comme des nains. Mettant en avant leurs produits - et non leurs dirigeants, à une époque où l'entrepreneur est souvent dépeint comme une star - les multinationales néerlandaises avaient beaucoup de chemin à parcourir pour revenir sur le devant de la scène. En pleine période d'OPA-spectacles et de « managers-aventuriers », elles ont décidé, elles aussi, de bouger.

Exemple le plus récent de cette évolution : Akzo. Le plus jeune des multinationales néerlandaises - elle résulte de la fusion en novembre 1969 du producteur international de fibres textiles AKU et du chimiste KZO (Koninklijke Zout Organon) - constitue une fédération de quelque 250 unités de fabrication dans 50 pays, regroupées en cinq divisions-produits (sel, fibres, chimie, peintures, pharmacie).

Ce regroupement très large d'entreprises anciennes - les pau-

tres Sikkens furent fondées en 1792 - ne pouvait plus se contenter de jouer uniquement de sa puissance. Il lui fallait créer une véritable identité de groupe : ses clients devaient cesser de traiter avec des filiales en ordre dispersé, son personnel devait prendre conscience de son « appartenance ». Le changement le plus spectaculaire pour Akzo sera son nouveau symbole : à la place du banal triangle, on trouvera désormais à côté de la raison sociale le dessin d'un bas-relief grec - un homme aux bras tendus - symbolisant l'importance qu'accorde Akzo au dynamisme humain. De façon significative, ce n'est plus un produit ou une matière première qui est au centre de ce symbole. Avec un léger retard sur le management américain mais avec beaucoup d'enthousiasme, Akzo découvre la « ressource humaine ». Mais, selon les cadres du groupe, il existe une différence essentielle par rapport aux multinationales américaines : chez les Néerlandais, on ne juge pas seulement les hommes sur leurs résultats, mais on les « accompagne », on les contrôle tout au long de leur carrière.

Changement d'apparence chez Akzo, changement d'état d'esprit chez Unilever. Depuis 1984, le tranquille géant semble - sous la houlette d'un nouveau triumvirat de direction - bien décidé à se lancer dans des aventures plus spectaculaires. En 1984, ne l'a-t-on pas vu

lancer une OPA (offre publique d'achat) sur la firme britannique de thé Brooke Bond, lui permettant de tenir une place prépondérante sur le marché mondial de cette matière première ? Une telle opération n'avait pas été conduite depuis 1968. Puis en 1986 ce fut l'achat aux Etats-Unis du groupe cosmétique Chesebrough-Pond's (Vaseline...), rattaché à ses concurrents américains Unilever, depuis quatre ans, redécouvre la flexibilité, la souplesse, la rapidité de réaction ; y compris sur des marchés très difficiles comme celui des matières grasses végétales, où la firme mobilise les lancements de produits nouveaux pour tenir tous les créneaux du marché. Aggressivité également aux Etats-Unis, où la branche Lever Brothers-Lipton « met le paquet » pour tenir son rang face à Procter & Gamble ou General Foods.

Redécouverte de l'Amérique

Car c'est bien une caractéristique commune aux quatre géants que cette redécouverte de l'Amérique, ce réajustement de trois zones traditionnelles (Europe, Amérique du Nord, « outsource ») en faveur des Etats-Unis, marchés à haut pouvoir d'achat où la puissance néerlandaise peut trouver de nouveaux débouchés. C'est le cas, bien entendu, pour Shell et sa filiale Shell Oil comme pour Unilever, mais c'est

aussi la politique de Philips, devenu en 1987 le numéro un étranger aux Etats-Unis, avec un chiffre d'affaires de près de 4 milliards de dollars, devant une troupe serrée de groupes japonais (Fanosonic et Toshiba). Aux Etats-Unis, les multinationales néerlandaises se trouvent confrontées à une concurrence très difficile et doivent déployer de nouveaux talents de dynamisme et d'agressivité.

Le président de Philips, Cornelis Van der Klugt, doit prouver sur le sol américain qu'il peut être aussi énergique que les businessmen locaux. Ce n'est pas toujours facile : son accord dans les télécommunications avec ATT n'est pas encore bénéficiaire, ses tentatives pour se rapprocher du géant de l'électronique Whirlpool ont échoué et, bien entendu, les errements du dollar rendent toute nouvelle aventure très risquée. Pourtant, il y a chez Philips, comme chez ses pairs hollandais, des trésors de créativité : la firme d'Eindhoven vient d'annoncer un accord sur le sol américain avec Matsushita, son concurrent étranger le plus fort, d'abord dans le domaine des circuits intégrés puis pour la construction de tubes cathodiques.

Cette nouvelle agressivité ne s'exprime d'ailleurs pas seulement outre-Atlantique. Philips a toujours été à la pointe des négociations commerciales avec l'URSS. La firme y lancera bientôt une « joint-venture » dans l'électronique. Les multinationales néerlandaises n'ont jamais eu peur de jouer l'Est asiatique que l'Ouest. Le rapprochement initial entre Royal Dutch et Shell ne s'était-il pas fait également en compagnie de la Banque Rothschild pour exploiter le pétrole russe ? Même la plus jeune des quatre soeurs, Akzo, se lance aujourd'hui dans la course à l'Est. Elle vient d'annoncer l'ouverture prochaine d'un bureau à Moscou pour « se préparer à la restructuration économique de l'URSS, augmenter ses contacts et élargir la coopération scientifique ». Le pragmatisme est une valeur en hausse dans le carré magique La Haye-Eindhoven-Rotterdam-Arnhem.

CHRONIQUE POUPOURY.

(1) Royal Dutch représente un chiffre d'affaires de 477 milliards de francs et un bénéfice de 29 milliards de francs ; Unilever, respectivement 166 milliards de francs et 7,5 milliards de francs ; Philips, 139 milliards de francs et 24 milliards de francs ; Akzo, 46 milliards de francs et 2,8 milliards de francs.

RENÉ TER STREEG.

Un mouvement syndical désorienté

«TRAHISON», « coup de poignard dans le dos ». Telles furent quelques-unes des réactions, le mois dernier au sein du syndicat socialiste FNV (Fédération des syndicats néerlandais), à la nouvelle du passage de son président, M. Hans Pont, dans le camp de l'ennemi, le ministère de l'Intérieur. Ce départ, totalement inattendu, a encore ajouté au malaise dont est atteint le FNV, de loin le syndicat le plus important des Pays-Bas avec environ un million de membres.

M. Pont pouvait s'attendre à cette fureur : dans son prochain emploi, directeur général au ministère de l'Intérieur, ne devra-t-il pas défendre une politique d'austérité pour les fonctionnaires, ardemment combattue par le FNV, sans beaucoup de succès d'ailleurs.

Ce manque de résultat a contribué à la perte d'effectifs dont souffre le syndicat, qui, en 1983, avait mobilisé les fonctionnaires d'une manière encore jamais vue aux Pays-Bas. Le gouvernement conservateur de premier ministre, M. Ruud Lubbers, ne fit que quelques concessions, et le FNV dut jeter l'éponge.

M. Pont joua le rôle de stratège lors de cette offensive syndicale malheureuse. Succédant au très populaire Wim Kok à la tête du FNV, il s'efforça de donner une autre image à son syndicat. Une approche « constructive » prenait le relais des confrontations d'antan. Mais les initiatives syndicales ayant pour objectif la création d'emplois furent balayées par le premier ministre, qui à la hauteur de quelque dirigeant que ce soit. Même le sacro-saint fonctionnarisme d'antan devra maintenant subir des « assainissements », opération que M. Pont sera chargé de mettre en exécution dans ses nouvelles fonctions.

Si l'importance des membres de la FNV à l'égard de M. Pont est compréhensible, leur scepticisme devant le manque de combativité de leur syndicat peut paraître tout autant.

Ces dernières années, le FNV et le syndicat protestant CNV (trois-cent mille membres) avaient mis l'accent sur la « modération de leurs relations avec les employeurs, qui s'étaient engagés à sauvegarder, et à créer autant d'emplois que possible et les salaires acceptaient un gel virtuel de leurs rémunérations.

Vers la fin de l'année dernière toutefois - lorsqu'il s'agit de dresser un bilan provisoire de cette période peu militante - le monde syndical constata que le taux de chômage se trouvait toujours à un niveau élevé : six cent quarante-sept mille personnes, soit près de 13 % de la population active potentielle !

Du côté gouvernemental et patronal, le pacte avec les syndicats avait opposé un porté ses fruits. Les bénéfices dans le secteur privé avaient augmenté considérablement, tandis que le déficit budgétaire de l'Etat avait diminué.

M. Ruud Lubbers a reconnu récemment que ses pronostics visant à réduire le nombre de chômeurs à deux cent mille en 1990, soit à la fin de son mandat, ne se traduisent pas dans les faits. Les membres des syndicats font pression sur leurs dirigeants afin de mettre un terme à la période d'entente avec les employeurs, ce qui pourrait faire remonter un phénomène qui, ces derniers temps, semblait passé de mode : la grève.

Advertisement for NSM (Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet) with text: 'En prise directe avec les Pays-Bas'. It details services for French companies in the Netherlands, including market studies, financial assistance, and legal advice. Contact information for the Paris office is provided.

Advertisement for NRC Handelsblad newspaper. Text: 'IL PREND TOUT LE TEMPS DE LIRE NRC HANDELSBLAD'. It describes the newspaper as a high-quality source of news and information for Dutch and international readers. Contact details for various international offices are listed.

# L'aristocratie des producteurs de lait

A ferme des frères Teuninga se dresse à la sortie de Leeuwarden, la capitale de la Frise, encore en ville, ou presque. De l'autre côté du canal et de la route, les derniers lotissements. Dans la salle à manger en bois clair, confortable mais simple, où nous sommes installés, c'est Lieuwé, trente-sept ans, barbu comme son frère, trenté et un ans, qui raconte. Il parle néerlandais, mais, de temps en temps, se lance dans un échange en frison avec Symen, son cadet, ou avec Tineke, la jeune femme de l'administration provinciale qui nous accompagne.

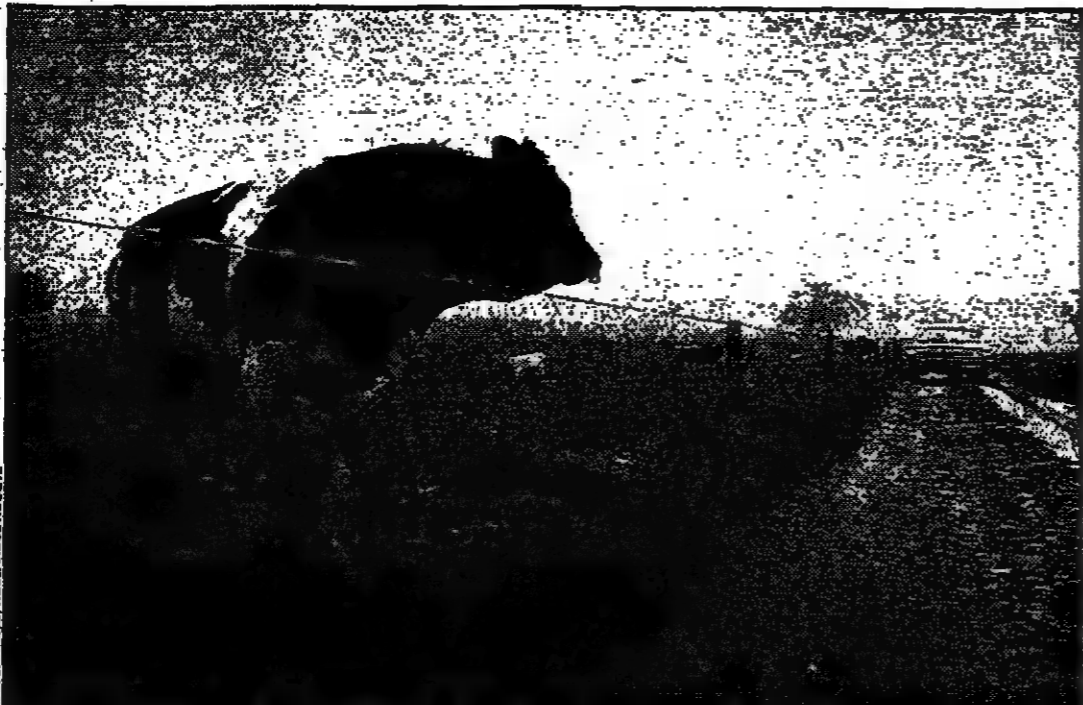
Lieuwé et Symen sont des agriculteurs privilégiés, contents de l'être, et satisfaits de leur sort. Ils sont à la tête d'une exploitation de 80 hectares de terres argileuses, tout en prairies, sur lesquelles prospèrent cent quarante vaches laitières et cent dix génisses élevées elles aussi pour le lait. La production se situe autour de 7 500 litres de lait par vache et par an, ce qui donne un total de 1 100 000 litres, alors que la production moyenne des exploitations frisonnes dépasse à peine 300 000 litres.

L'organisation, la structure de l'exploitation, sont simples, l'équipement parfaitement adapté. « Un homme suffit pour tout conduire, c'est ce qui nous permet de prendre des vacances. » La femme de Lieuwé, présente à l'entretien, qui a quatre jeunes enfants, ne travaille pas. Le couple et les enfants partent au moins une semaine par an, à laquelle s'ajoutent de longs week-ends.

## Les quotas ou une baisse des prix

Pour faire vivre ce petit monde, une production unique : le lait. Ni viande ni cultures, le fourrage vient des prairies, seuls les aliments composés sont achetés à l'étranger. Les animaux sont parqués dans deux grandes stables, l'une abrite les bêtes adultes, l'autre les génisses. On ne garde que les meilleures ; cent quarante veaux sont ainsi élevés chaque année. « Les femelles qui n'ont pas bonne allure sont envoyées en France, où elles sont élevées aux hormones pour le viande », explique Lieuwé. « Mais les hormones aujourd'hui, c'est interdit... nous étouffons nous... » C'est interdit, mais on les utilise quand même, en France comme en Belgique. « La France et la Belgique, c'est pareil », commente Symen, avec une intention qui n'est pas franchement administrative.

Les gramées, c'est-à-dire les aliments composés dosés pour compléter le fourrage, sont distribués avec l'assistance d'ordinateurs, si bien que chaque bête reçoit l'exacte quantité dont elle a besoin. La vache porte à son cou une fiche-programme que lit instantanément l'ordinateur incorporé dans le distributeur des gramées. L'appareil lit ainsi, vache après vache, les quantités nécessaires, pas plus, pas moins.



L'été, durant la jonzée, le troupeau, qui échappe quelques heures aux bienfaits de la technologie, est mis à la prairie. Le soir, il réintègre les stables. La salle de traite automatique accueille seize vaches à la fois ; la production quotidienne est de 3 300 litres, qui sont stockés dans des citernes de 10 000 litres. Les camions de la coopérative passent trois fois par semaine.

Depuis 1984, début de la réforme de la politique agricole commune, la production laitière est contingentée. Lieuwé, qui a des fonctions d'administrateur de coopérative — cela lui prend un jour et demi par semaine, — connaît le règlementation communautaire sur le bout des doigts. Son jugement sur les mécanismes mis en place à Bruxelles n'a rien d'émotionnel et, en fait, est peu critique.

Les quotas sont une vraie difficulté, un obstacle au développement. Il en a lui-même fait l'expérience : les comptes qu'il en donne sont très précis. Jusqu'en 1984, il produisait 1 050 000 litres. On lui a attribué alors, au quota, de 850 000 litres, ce qui a causé un problème pour bien rentabiliser son exploitation. Il a alors acheté des quotas supplémentaires à d'autres fermiers, pour 250 000 litres. C'est ainsi qu'on arrive au total actuel de 1 100 000 litres. L'opération a été coûteuse, il lui a fallu payer son quota supplémentaire 3,5 florins le litre (11 F). Les jeunes qui s'installent n'ont pas les moyens d'arrondir de la sorte leur droit à produire. « Nul doute que les quotas entravent le développement de la production, mais c'est vrai qu'on ne peut pas produire au-delà des besoins. Il devait se passer quelque chose : c'était soit les quotas, soit une baisse brutale des prix. »

L'évolution technique continue, et il faudra de moins en moins de

monde pour produire les mêmes quantités. « D'ici quinze ans, la moitié des paysans auront disparu », estime Lieuwé, qui se garde bien de rendre quiconque responsable d'une telle situation. Il déplore cependant quelques anomalies dans le fonctionnement du mécanisme des quotas : « Les Français, dit-il par exemple, qui, sous prétexte d'une réduction de leurs ventes

directes, réclament et obtiennent, sans qu'il y ait le moindre contrôle possible, des quotas supplémentaires. Américains (il s'agit d'un commissaire néerlandais qui s'occupe des affaires agricoles) a tort d'accepter de telles manipulations. »

Autre conséquence du contingentement : les laiteries n'ont pas assez

de lait et trop de personnel, ce qui pose un problème délicat. Si l'on s'en tenait à de stricts critères de rentabilité, les coopératives devraient licencier. En réalité, ce sont les éleveurs qui prennent à leur charge ce surcoût.

Les trois provinces du Nord, à savoir la Frise, la Drenthe et la Groningue, produisent 2 milliards de kilos de lait par an, dont les deux tiers sont livrés à la grande coopérative régionale, Nord Nederland, qui les transforme en fromage, en poudre et en beurre. Nord Nederland approvisionne à son tour CCF, une autre mari-coopérative créée jadis pour exporter les surplus et qui produit principalement du lait condensé expédié pour plus de moitié hors du Marché commun. Nord Nederland, de son côté, vend des quantités importantes de fromage en RFA.

## Pas assez pour la recherche

Ce système de commercialisation donne satisfaction à nos deux clients. Ils n'en sont pas moins à l'évidence tout à fait conscients qu'eux-mêmes, comme leurs voisins, appartiennent à l'aristocratie des producteurs de lait de la Communauté. « Ici, dans le Nord, disent-ils, il n'y a pas un kilo de beurre ou de poudre qui va à l'intervention. Nos coopératives sont très efficaces. Elles n'ont pas assez de lait pour couvrir leurs besoins et en achètent en Belgique, au Royaume-Uni, et surtout en RFA. Les producteurs allemands préfèrent livrer ici que

chez eux, car ils bénéficient alors d'un meilleur prix. »

Ce même prix que touchent Lieuwé et Symen est actuellement de 80 cents (environ 2,60 F) par litre, soit sensiblement plus que ce qu'offrent les organismes d'intervention. La recette, aujourd'hui, est d'autant plus satisfaisante que les coûts de production ont diminué ces derniers mois : les aliments, le foin, l'énergie, sont moins chers, les taux d'intérêt ont baissé.

Nulle organisation de la production n'est parfaite. Lieuwé pense que les coopératives ne consacrent pas suffisamment de crédits à la recherche, à la mise au point de nouveaux produits de qualité : « Les laiteries, entre lesquelles il existe une certaine concurrence, cherchent à payer le mieux possible les producteurs ; du coup, il ne reste plus assez d'argent pour la recherche, c'est dommage. »

Bref, le mieux est l'ennemi du bien. Lieuwé pense que Rund Lubbers, le premier ministre, a bien ouvert pour le pays depuis six ans qu'il est à la tête du gouvernement. S'agissant de la politique agricole, il ne critique ni le premier ministre ni M. Braks, le ministre responsable. Les décisions qui ont été prises posent certainement problème aux agriculteurs, mais son sentiment serait plutôt qu'elles étaient inévitables. Il estime qu'il est très difficile de faire des prévisions sur l'avenir, sinon pour constater quelques évidences : les petites exploitations auront de plus en plus de mal à se maintenir et les jeunes à s'installer.

Ph. L.

## En tant que port de distribution de

220 millions de consommateurs avec un pouvoir d'achat de 400 milliards de dollars vivent dans un rayon de 1000 kilomètres autour de Rotterdam. Le fait de choisir de distribution pour desservir ce de nombreux avantages. Des l'hinterland par camion, chemin lignes de cabotage. La central-point autorise une gestion et un entreposage uniques et également une organisation centralisée et un seul flux d'approvisionnement. C'est là que la notion d'économies d'échelle prendra son véritable sens pour vos opérations.

Rotterdam comme port marché européen vous donne liaisons rapides avec de fer, voies fluviales ou de distribution de. Les stocks en un seul point autorise une gestion et un entreposage uniques et également une organisation centralisée et un seul flux d'approvisionnement. C'est là que la notion d'économies d'échelle prendra son véritable sens pour vos opérations.

## L'Europe, nous donnons accès à quelque

Quel que soit le type de prestation retenu, vous serez servis au mieux de vos intérêts, dans tous les cas de figure : du dédouanement et de la facturation à la tenue informatisée des stocks, au reconditionnement, au montage et à la distribution. Et à propos de distribution, sachez que pratiquement tous les endroits en Europe peuvent être reliés à Rotterdam en moins de 24 heures.

Vos clients reconnaîtront votre professionnalisme et votre efficacité si vous distribuez via Rotterdam.

Pour plus de renseignements, contactez le Port de Rotterdam. Département des Affaires commerciales et des Relations extérieures, Boîte Postale 6622, NL 3002 AP Rotterdam, Pays-Bas. Tél. Int. + 31-(0)10-4894120. Telex 23077.



220 millions de consommateurs.



Port de Rotterdam

## RÈGLES ET USAGES EN AFFAIRES AUX PAYS-BAS



C'est le titre d'un ouvrage collectif composé à l'initiative de la Chambre Française de Commerce et d'Industrie aux Pays-Bas, avec le concours d'avocats, experts fiscaux et experts comptables néerlandais. Écrit dans une langue simple, l'ouvrage répond aux questions d'ordre pratique et immédiat que rencontre tout homme d'affaires entretenant des relations avec les Pays-Bas.

La deuxième édition vient de paraître. L'ouvrage est proposé à 210.- Francs franco TTC chez :

La Librairie du Commerce International  
10, avenue d'Iéna  
75016 Paris

La Chambre Française de Commerce et d'Industrie aux Pays-Bas  
Keizersgracht 276  
1016 EW Amsterdam

مكتبة من الامارات

PAYS-BAS : UN REVEIL SANS TENSIONS

# Le Kroller-Muller : un modèle de musée

**M**ANTON KROLLER, brillant homme d'affaires qui en quelques décennies fit de l'entreprise Muller un trust international, avait un hobby : la chasse. Sa femme Hélène, née Müller, d'origine allemande, aimait par-dessus tout, elle, la chasse aux tableaux d'art moderne, qu'elle pratiquait à grande échelle. Un jour d'avril 1912, à Paris, par exemple, il lui est arrivé d'acheter, ou de faire acheter par son conseiller, la critique d'art H. P. Braunner, rien de moins que cinq Van Gogh le matin et un autre l'après-midi, plus deux dessins et un Seurat, et le lendemain d'acheter encore un Seurat et un Signac à l'atelier de ce dernier.

A l'époque, bien entendu, ces œuvres n'atteignaient pas les sommes que l'on connaît aujourd'hui. Il n'empêche que M. Kroller, allant de son bureau aux appartements de sa femme, ne pouvait s'empêcher de glisser à son invité : « Nous passons maintenant du côté du crédit à celui du débit ».

Mme Kroller aimait aussi l'équitation et la nature et, au début des années 10, elle avait acquis, pour galoper en paix, une ferme plus ou moins en ruine dans la forêt de Hoge-Veluwe, près d'Arnhem, qui allait vite devenir le cadre de grands projets qu'autorisait la fortune du couple : un pavillon de chasse pour monsieur, et un musée pour abriter la collection grandissante de madame.

### Revers de fortune

Le pavillon de chasse fut construit entre 1914 et 1920 par l'architecte Henri Berlage, l'auteur déjà célèbre de la Bourse d'Amsterdam. Celui-ci ne plaisait pas à Mme Kroller, qui s'adressa finalement, en 1920, à l'architecte belge Henry Van de Velde, dont elle estimait qu'il faisait de la musique quand Berlage, lui, faisait simplement des murs.

Les travaux commencèrent en 1922... pour être presque aussitôt interrompus. La crise des années 20 n'épargna pas l'entreprise Muller, les Kroller furent ruinés et la réalisation du musée fut abandonnée. Les revers de fortune n'allaient cependant pas arrêter M<sup>me</sup> Kroller, qui voulait son musée.

Ce qu'elle n'avait pu faire à titre privé, elle l'accomplirait autrement : en créant une fondation, en 1928, qui devait gérer la

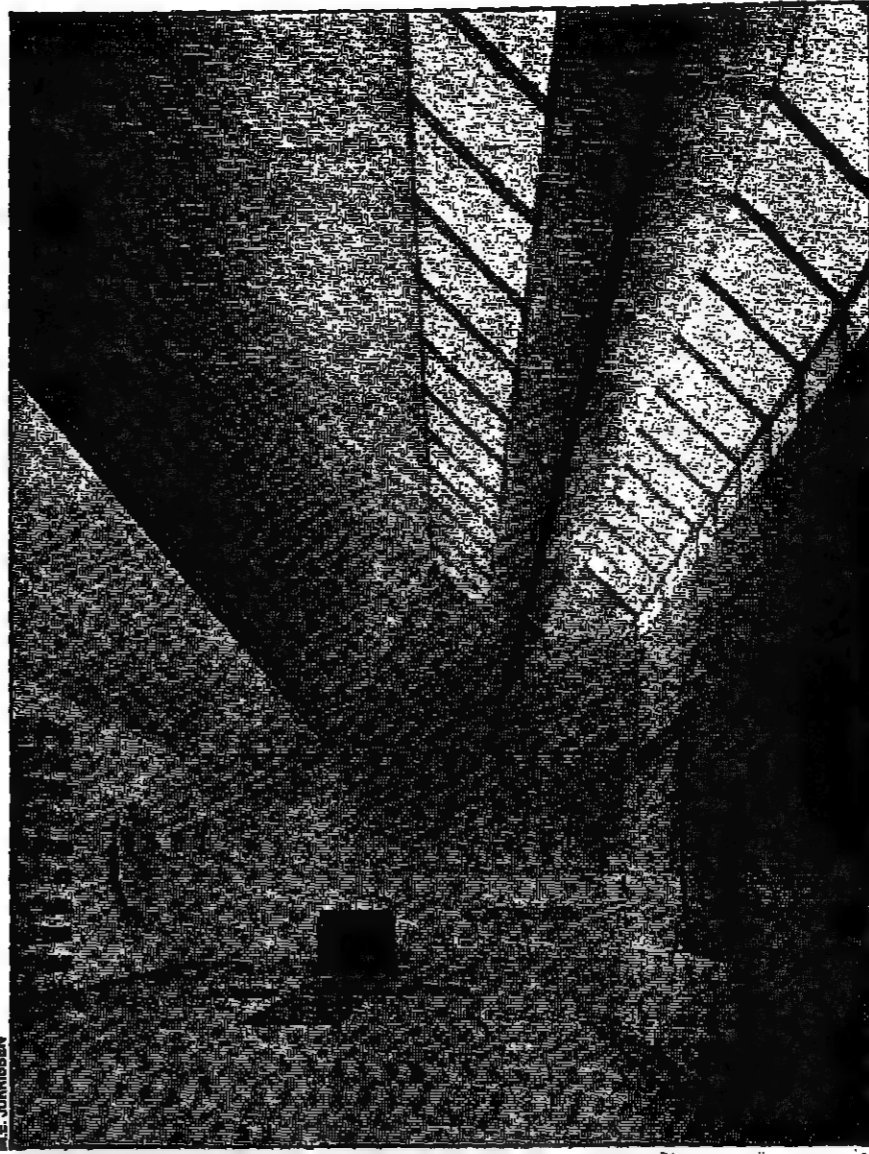
propriété de Hoge-Veluwe, ses 5 000 ou 6 000 hectares de landes, de forêts et de bois parsemés par M. Kroller de corfs, de mouflons et de sangliers. La cession de la collection à l'Etat était prévue moyennant la construction dans les cinq ans d'un musée dont l'architecte serait Henry Van de Velde. M<sup>me</sup> Kroller y ajoutait une clause : cette collection ne pourrait être installée ailleurs que dans le parc. La cession fut effective en 1935. Van de Velde fut appelé, qui, dans la hâte et à l'économie, conçut un bâtiment provisoire pour exposer les œuvres en attendant que des jours meilleurs permettent à l'Etat la réalisation du grand projet initial.

### Chef-d'œuvre involontaire ?

Aux Pays-Bas comme ailleurs, le provisoire peut durer. C'est en effet ce bâtiment construit en urgence qui est devenu le Kroller-Muller, célèbre pour ses Van Gogh d'abord, mais aussi pour la sobriété, la simplicité de son architecture de briques grises, toutes éclairées par des verrières zénithales et réparties le long d'une allée interrompue au centre par un patio presque fermé. Pas question une fois entré dans le musée de se laisser distraire par le paysage.

Ce parti pris de rigueur, d'emblée apprécié, tranchait avec celui généralement adopté à l'époque, où l'on concevait encore le musée comme un monument grandiose et sacré. Est-ce un chef-d'œuvre involontaire, comme certains l'ont dit ? En tout cas, on n'y a pas vraiment touché, même plus tard en lui ajoutant des ailes, dans les années 70, elles aussi toutes en longueur et de plain-pied, et dont la disposition est si soigneusement rattachée à la partie ancienne et éloignée d'elle pour ne pas lui nuire.

On n'a pas non plus trop bouleversé la disposition des collections, auxquelles les salles conviennent à la perfection. Les Van Gogh — dont 87 peintures et 149 dessins acquis du vivant de M<sup>me</sup> Kroller (elle mourut en 1939, son mari en 1941) — sont toujours au cœur du bâtiment, autour du massif formé par le patio, et le *Chahut* de Seurat y occupe toujours une place d'honneur, avec les autres néo-impressionnistes, non loin des symbolistes d'un côté — Redon en particulier — des cubistes de l'autre, de Gris et de Léger, de Braque et Picasso jusqu'à Mondrian.



Célèbre dans le monde entier pour sa collection de Van Gogh, réputé pour son parc de sculptures modernes, le Kroller-Muller d'Overlo, fête cette année ses cinquante ans. Heureuse coïncidence, puisque, en 1988, les Pays-Bas se sont déclarés « pays des musées ».

Malgré le retournement de l'entrée qui fait que l'on avance désormais du plus contemporain au plus ancien, on peut toujours admirer la cohérence des ensembles d'œuvres réunis là, où se confirme le souhait qu'exprimait Mme Kroller dès 1912 : « Je ne collectionne pas pour posséder quelque chose aujourd'hui, mais, dans ce que je collectionne, je pense toujours à l'avenir, dans quelle mesure cette collection pourra supporter l'épreuve du temps ».

Bien sûr, tout n'est pas exposé, et son peintre d'avant-garde préféré, le Hollandais Bart Van Der Leek, dont elle avait acquis une bonne quarantaine de toiles, n'est représenté dans les salles qu'à quelques tableaux. Bien sûr, une politique intelligente d'achats a permis de combler quel-

Il reste que le gros de la collection Kroller, réfléchi et pensé selon des critères de qualité et d'équilibre, est splendide.

Ces mêmes critères continuent de régler les enrichissements du musée, fermé aux débordements picturaux, aujourd'hui comme hier, mais ouvert aux domaines construits, et à la sculpture, dont la salle vitrée ajoutée par Van de Velde lui-même dans les années 50, peu de temps avant sa mort, a préparé le passage à l'air libre.

Cette salle justifie l'architecture de la nouvelle aile, due à Wim Quist, qui multiplie les balais et prépare la sortie dans le parc de sculptures, aménagés depuis 1961, qui n'a cessé de s'agrandir et dont les 10 hectares jaillants d'œuvres placées « tout naturellement » au milieu de la verdure, des arbres, sur des pelouses ou des plans d'eau vont, cet été, pour célébrer le

cinquantenaire du musée, être doublés. Des œuvres très contemporaines, d'artistes italiens notamment, viendront s'ajouter à la sélection d'œuvres qui, de Rodin et Maillol, vont jusqu'aux minimalistes américains, en passant par le grand *Jardin d'Emil* de Dubuffet, la truelle du pop-artiste Claes Oldenbourg, ou les constructions à claire-voie de Barbara Hepworth. Un très beau musée, que ses directeurs successifs ont su faire évoluer sans trahir la pensée d'une dame riche qui, si elle avait toujours justifié ses choix, son attitude exemplaire a suscité nombre de vocations de collectionneurs d'art moderne aux Pays-Bas, où les musées ont aussi été Kandinsky, des Malevitch et des Mondrian, et des jeunes artistes, pour demain.

GENEVIÈVE SIBRETTTE

## IL PREND TOUT LE TEMPS DE LIRE

# NRC HANDELSBLAD



Et il a bien raison. Il veut connaître les derniers événements de l'actualité, les opinions des uns et des autres, les diverses tendances et leurs origines. Quel est le dénominateur commun qui le lie à 445 000\* autres Hollandais cultivés et responsables ? La confiance et l'appréciation qu'ils attribuent à NRC Handelsblad — le seul journal hollandais de qualité à aborder les problèmes internationaux.

NRC Handelsblad, journal du soir, est considéré comme le plus grand journal hollandais. La qualité de ses éditoriaux et la teneur exceptionnelle de ses articles d'information en font le meilleur — et l'unique moyen d'information quotidien qui touche les décideurs et les consommateurs exigeants à haut pouvoir d'achat.

NRC Handelsblad, incomparable en Hollande.



Pour de plus amples renseignements, appelez nos correspondants : Londres : Joshua B. Powers Ltd., Tél. : 01-934-5566. Francfort : Per Media G.m.b.H., tél. : 069-740122-23. Paris : Publicitas, tél. : 45-00-66-08. Zurich : (Tourism), IVA AG Für Internat. Werbung, tél. : 01-2512450. Genève : (Comm.), Triservice Média International, tél. : 22-964626. Bruxelles : Agence Havas Belge SA tél. : 02-2174170. Vienne : PubliMedia G.m.b.H., (0222)-757684. New York : SFW-PRI Inc., tél. : (212) 575-9292. Tokyo : Mediabouse Inc., tél. : (03) 585-9571. NRC Handelsblad — Westblaak 180-3012 KN Rotterdam, Hollande. Tél. : (10) 4147211

\*Source : Média Scanner '84

## Amsterdam après la mode



« C'EST ce, la ville ? » Les officiers montés sur des motos, défilent, ont été placés par certaines sur les murs d'Amsterdam. C'était en août dernier : une contre-offensive visant à donner une nouvelle image d'Amsterdam commençait. Ainsi, en quelques jours — « le blitz », raconte un étudiant, — des aubaines cinquante furent édités dans le centre. Ainsi, un service ininterrompu « SOS Nettoyage » fut organisé par la municipalité. A toute heure du jour et de la nuit, n'importe quel habitant pouvait faire appel à une équipe de nettoyeurs pour débarrasser la rue d'une poubelle oubliée ou d'un vélo abandonné. En outre, sans renoncer à leur politique d'intégration, les responsables communaux accélèrent leur lutte contre la toxicomanie.

Pourquoi cette bataille dans une ville qui a longtemps été considérée comme une des plus accueillantes d'Europe ? « Justement », répond un médecin, nous avons fini par être trop accueillants, trop tolérants, au point d'en devenir en quelque sorte « la poubelle » de l'Europe. Le malaise atteint son apogée lorsque, coup sur coup, plusieurs magazines internationaux publient des reportages très négatifs sur Amsterdam. Couverture de Time du 10 août 1987 : « Mettre le

holandais (Drawing the line). Tous insistent en premier lieu sur l'insécurité qui règne dans la ville et plus particulièrement sur la fréquence des vols.

Il faut donc réagir. Et d'abord lutter contre cette image négative. « Si les gens ont pu se rendre compte de la dégradation d'Amsterdam, c'est aussi parce que nous avons comme principe de ne jamais rien cacher », précise Gilbert Van Stiggelen, responsable du bureau d'information de la ville. « Les vitres, les portes, les murs, tout est propre qu'ailleurs », ricanait un diplomate étranger.

### Nouveau visage

La candidature — avortée — pour les Jeux olympiques d'été permit aussi d'insister sur la nécessité de donner un nouveau visage à la ville. « Depuis quelques années, ajoute Gilbert Van Stiggelen, les investisseurs à Amsterdam ont été de 4,5 % par an contre 2 % pour l'ensemble des Pays-Bas. Nous avons donc commencé à construire dans le sud-est et le nord-ouest de la ville. Nous avons considérablement modernisé le port. »

Symbole de cette « nouvelle Amsterdam » : à Waterlooplein, un des lieux-phares des années 60, se dressent mainte-

nant les nouveaux bâtiments de la mairie et un Opéra flamand neuf. « Une réussite, il est rempli tous les soirs », affirment les uns. « Fricoleux, les spectacles sont provinciaux, et la salle est du plus parfait mauvais goût », rétorquent les autres. « Avec ça, au moins, on ne risque pas de traîner des voyous », ironise un cinéaste.

Une chose est certaine : Amsterdam n'est plus Amsterdam, c'est-à-dire la ville-pléiade, la ville-laboratoire où les marginaux du monde entier crurent pendant plus de dix ans édifier la culture de la fin du siècle. Certes, le Paradiso resta une des scènes qui comptent pour les orchestres de rock européens. Mais c'est à Rotterdam que David Bowie commença sa tournée européenne. Rotterdam, qui est en train d'être une grande partie des artistes du pays. « C'est là que ça va se passer », commente un metteur en scène de théâtre. Sans doute le premier port du monde, dans sa froideur déincarnée, symbolise-t-il mieux le post-modernisme que l'entréisme des canaux et les cités enfumées d'Amsterdam.

Faut-il le déplorer ? Cette ville a été à la mode, puis a été victime de la mode. Aujourd'hui, la mode s'en est allée, mais il fait toujours aussi bon flâner le long du marché aux fleurs.

JOSÉ-ALAIN FRALON



La campagne pour l'élection présidentielle

RAYMOND BARRÉ et François Mitterrand ont en commun d'écrire eux-mêmes, dans le sillage, leurs discours et projets. Le premier a livré et commenté, le mardi 29 mars, une nouvelle mouture des projets et réflexions qu'il allait distiller, au cours des derniers mois, quand la tortue n'était pas encore parée des tâches du doute ni de celles que lui décochaient quelques-uns de ses propres amis.

L'impatient premier ministre-candidat devrait savoir que son adversaire de l'Élysée ne trame jamais sa plume dans le brouet clair du français de base. « Le président travaille personnellement et avec le

Thema, quarante pages ? Les sources ne concordent pas. Une chose est sûre : il faudra réduire, couper, concentrer. Un peu à tout le moins. Pas pour brimer le président-rédacteur. Il faut bien une parade pour les

ques et les caisses de la noble administration. François Mitterrand devrait pouvoir se restreindre sans trop de peine. Soit qu'il pense que les occasions professionnelles d'écrire ne sont pas près de cesser pour lui. Soit parce qu'il sait bien que lui, en vacances, lorsqu'il en prendra, peut se livrer aux joies de l'esprit quand d'autres ont tant de mal à le lire, à s'intéresser.

De la quatrième semaine, Pierre Mauroy ne dit pas à qui nous la devons. Georges Pompidou ne sera pas de la fête. Peut-être aura-t-on quartier libre.

Et pour Pâques, est-il permis de partir tout seul, s'il vous plaît, M. Mauroy ? Avec la photo de Jean Jaurès ? D'accord. C'est un peu ce qu'a fait Laurent Fabius, lundi dernier. Puisqu'il n'appartient pas à la joyeuse équipe des « GO » du club, l'ancien premier ministre socialiste est allé boudier à Jaurès où il s'est recueilli devant la maison natale de François Mitterrand.

Une aussi belle piété filiale, une telle soif d'histoire et de culture mériteraient récompense. Laurent Fabius aura droit à une sixième semaine gratuite en compagnie du grand ancêtre de son choix. C'est clair désormais : lorsque Jacques Chirac affirme que les socialistes de 1981 ont considéré l'État comme leur colonie, il convient de comprendre colonie de vacances.

Résumé du service politique.

Ecrire ou bronzer

souci de la borne et belle écriture, a confirmé Roland Dumas, à l'intention de ceux qui douteraient encore.

Il travaille si bien, en vérité, que l'affaire pourrait bien provoquer une nouvelle saignée sylvestre. La plume présidentielle doit en principe couvrir quelques feuillets : cinq ou six. Mais l'auteur, pris par son sujet, ou par la variété et la complexité de ses divers sujets, gratte, gratte à n'en plus finir.

soutiers, trésoriers de campagne et autres préposés à la distribution du courrier.

Si le président fait aussi long pour son manifeste que son amie Marguerite Duras dans ses proses dont elle le régale, s'il faut déposer dans chaque foyer un exemplaire, les comptes de campagne s'alourdiront, les postes et télécommunications de Gérard Longuet renâcleront, indifférentes au flux magnifique qui viendra gonfler les statisti-

second. « En l'état actuel des choses, le seul facteur qui pourrait conduire à la défaite serait notre incapacité à surmonter nos divergences internes, pour modestes qu'elles soient, et surtout nos querelles locales. » Le premier ministre avait souligné auparavant qu'il était « légitime que, au sein de la majorité, qui est pluraliste et libérale, deux candidatures expriment des différences de sensibilité, de tempérament, de perception des problèmes ». Les socialistes, a-t-il conclu sur ce chapitre, « ne pourraient gagner que par surprise, par effraction. Ils n'ont pas de projet pour la France. »

On est prié de coller sur son tee-shirt l'inscription suivante : « Au socialisme, les Français reconnaissants ».

« J'ai remis de l'ordre dans l'Etat », déclare M. Jacques Chirac à la Réunion

SAINT-DENIS de notre correspondant

A dix mille kilomètres de distance, M. Jacques Chirac a répliqué vivement, mardi 29 mars à la Réunion, lors d'une réunion électorale, aux accusations lancées par les socialistes contre l'Etat RPR. Au côté de M. Michel Debré, dont il célébrait le vingt-cinquième anniversaire de députation à la Réunion, le premier ministre a dénoncé « l'extraordinaire colonisation de l'Etat par le Parti socialiste ».

placés par des hommes du Parti socialiste. [...] Quant à moi, j'ai remis de l'ordre dans l'Etat qui avait été occupé par ce parti et c'est ce que M. Mitterrand ne m'a pas pardonné. »

Le premier ministre a dénié au chef de l'Etat le droit de se positionner en rassembleur des Français. « J'entends dire, par certains socialistes, que leur candidat serait gaulien ! Lui qui a tant et tant combattu le général de Gaulle et qu'il a accusé de faire un coup d'Etat permanent. Croyez-moi, il faut pour rassembler les Français une autre idée de la France, une autre idée de l'Etat. [...] Il faut aujourd'hui, pour rassembler les Français, un autre discours que celui de la division et de la revanche. Est-ce vraiment servir notre pays que de tenter une nouvelle fois de le couper en deux, entre les bons et les mauvais,

Fransois [...] Nous aurions pu espérer que ces temps étaient révolus, que la leçon de l'échec avait été comprise. Et voilà que nous avons maintenant - les clans et les bandes ». Quels clans ? Quelles bandes ? Et ce ainsi que l'on désigne les 54 % des Français qui nous ont confié la majorité en 1986 ? Non, le ton n'a pas changé depuis 1981, c'est bien toujours celui de l'arrogance, du mépris, de l'amathisme. [...] Ce que l'on nous propose aujourd'hui, c'est de faire reculer l'horloge de l'histoire pour revenir en 1981. Ce n'est pas l'intérêt de la France et ce n'est pas ce qu'attendent les Français. »

Evitant ainsi indirectement les frictions au sein de la majorité entretenues par la primaire entre M. Raymond Barré et lui-même, M. Chirac a exhorté le RPR et l'UDF à la « loyauté » pour le premier tour et à l'« union » pour le

second. « En l'état actuel des choses, le seul facteur qui pourrait conduire à la défaite serait notre incapacité à surmonter nos divergences internes, pour modestes qu'elles soient, et surtout nos querelles locales. » Le premier ministre avait souligné auparavant qu'il était « légitime que, au sein de la majorité, qui est pluraliste et libérale, deux candidatures expriment des différences de sensibilité, de tempérament, de perception des problèmes ». Les socialistes, a-t-il conclu sur ce chapitre, « ne pourraient gagner que par surprise, par effraction. Ils n'ont pas de projet pour la France. »

Ce bref séjour à la Réunion fut également pour M. Chirac l'occasion de raturer le dérapage de ses propos sur l'immigration à Marseille. Citant en modèle ce département d'outre-mer de l'Océan Indien,

où plusieurs ethnies venues des cinq continents, plusieurs communautés religieuses cohabitent en parfaite harmonie, le premier ministre a souligné que « cette société multiraciale harmonieuse est l'exemple de ce que la France doit réaliser ailleurs, qu'il s'agisse de la Nouvelle-Calédonie ou tout simplement de la métropole, afin que chacun, quelles que soient ses origines, quelles que soient ses traditions, quelle que soit sa religion, se sente chez lui dans notre pays. »

Sur des considérations beaucoup plus locales, M. Chirac a mis en opposition le bilan de son gouvernement, depuis mars 1986 - marqué par le vote d'une loi de programme et la délocalisation des investissements - et celui des gouvernements socialistes entre 1981 et 1986. « Les socialistes n'ont rien fait pour l'outre-mer », a lancé M. Chirac, qui n'a pas hésité à mettre à son

actif l'ouverture de la concurrence aérienne aux charters sur la ligne la Réunion-Paris, alors que c'est le gouvernement de M. Laurent Fabius qui avait fait voler en éclats le monopole d'Air France sur cette ligne en autorisant la compagnie Point-Air à exploiter une liaison hebdomadaire. Le candidat du RPR a également planté une ficelle dans le flanc de son rival de l'UDF, originaire de la Réunion, en soulignant que le gouvernement actuel « a fait plus, en deux ans, pour l'outre-mer, qu'il n'avait été fait au cours des dix années précédentes ».

Cependant, le style « branché » des meetings de M. Chirac a laissé les Réunionnais plutôt indifférents. Au fil des questions des « grands témoins » qui l'interrogeaient, la salle s'est vidée.

ALIX DJOUX.

Selon un sondage BVA

M. Mitterrand vainqueur dans toutes les hypothèses

Record à la baisse pour les deux candidats de la majorité au premier tour de l'élection présidentielle, réflexion confortable du président de la République au second : M. François Mitterrand a progressé entre les résultats des deux enquêtes réalisées par BVA avant et après sa déclaration de candidature, et publiés jeudi 31 mars dans Paris-Match (1).

Le chef de l'Etat arrive en tête au premier tour du scrutin en recueillant 37,5 % des intentions de vote (au lieu de 34 % dans le sondage réalisé avant le 22 mars) et retrouve le score qu'il obtenait au début du mois. Au total, 47 % des électeurs (au lieu de 44 %) se prononcent en faveur de l'un des quatre représentants de la gauche au premier tour.

A droite, M. Jacques Chirac est crédité de 23 % des suffrages, alors qu'il obtenait 22 % des voix au début du mois de mars. Avec 16 % des intentions de vote (au lieu de 18,5 %), M. Raymond Barré obtient son plus mauvais résultat depuis la création du baromètre en octobre 1986. Le candidat de l'UDF recueillait 18 % des suffrages dans le sondage BVA-Paris-Match publié le 17 mars. Les deux candidats de la droite obtiennent 39 % des intentions de vote au lieu de 43,5 %.

Avec 11,5 % des voix (au lieu de 11 %), M. Jean-Marie Le Pen se rapproche de son plus haut niveau d'intentions de vote (12 %), qu'il avait obtenu en septembre 1987 à la veille de l'affaire du « point de détail ».

Au second tour, le président de la République est réélu quel que soit son adversaire, mais M. Barro fait un meilleur résultat que le premier ministre. M. Mitterrand prend l'avantage sur le candidat de l'UDF avec 54 % des suffrages (au lieu de 52 % au début du mois). De même le chef de l'Etat sort-il vainqueur du duel l'opposant à M. Chirac avec 57 % des voix (au lieu de 53 % dans le sondage effectué une semaine avant et 54,5 dans celui publié le 17 mars). Dans cette dernière hypothèse, 32 % des électeurs ayant voté en faveur de M. Le Pen au premier tour reportent leurs suffrages sur le président de la République, tandis que 45 % se prononcent en faveur du premier ministre.

(1) Le premier sondage a été réalisé du 16 au 21 mars auprès de mille huit cent quatre-vingt-six personnes, tandis que le second était effectué du 25 au 27 mars auprès d'un échantillon représentatif de mille trois cent onze personnes.

« UN BON JOURNALISTE EST UN JOURNALISTE EN PRISON »

C'est sous ce titre que le comité Alain GUILLO organise, à l'occasion du 200<sup>e</sup> jour de détention à Kaboul du journaliste Alain Guillo, une campagne de presse nationale. Son but est de rappeler à tous, le sort d'un homme enfermé au mépris des droits les plus fondamentaux. Son avocat français n'a pas été autorisé à assister à son procès qui s'est déroulé le 4 janvier. Face à cette situation, le comité fait appel à toutes les énergies pour obtenir la libération immédiate d'Alain Guillo, condamné à 10 ans de réclusion. Récemment, c'était la parution d'un livre « Témoin en Afghanistan » qui regroupait les photos de notre confrère. Aujourd'hui, ce sont des annonces dans la presse pour souffler, d'une manière symbolique, les bougies de ce tragique anniversaire. Les efforts du comité doivent aboutir à ce qu'Alain Guillo ne soit plus détenu et soit là pour dénoncer la conception particulière que le régime de Kaboul a de la liberté.

COMITE ALAIN GUILLO BP 99134 ISSY-LES-MOULINEAUX - TEL : 45.07.96.66

Advertisement for 'L'événement en direct' on Elysee 88. It features the text 'François Mitterrand à domicile' in large letters and the Elysee 88 logo.

JEUDI 31 MARS 20 H 40 SPÉCIAL QUESTIONS A DOMICILE AVEC ANNE SINCLAIR, J.M. COLOMBANI, A. TARTA.

Il n'y en a qu'une, c'est la Une.



Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page: 'هنا من الاصل'.









Selon une étude épidémiologique sur le SIDA

Deux séropositives accouchent chaque jour en France

Une étude, dont les résultats sont encore confidentiels, vient d'être menée auprès de trois cent mille femmes enceintes...

L'étude réalisée par le professeur Henrion permet de disposer, pour la première fois en France, d'une « fourchette » chiffrée, reflétant l'état de la progression de l'épidémie de SIDA...

Deux cent huit maternités publiques (des centres hospitalo-universitaires ou des hôpitaux généraux) et privées ont accepté de collaborer avec le professeur Henrion...

Les femmes contaminées par le virus du SIDA et que, chaque jour, deux femmes ont avorté à cause de cette contamination...

Les nouvelles résultats vont de toute évidence relancer le débat sur la nécessité de pratiquer un dépistage systématique chez les femmes enceintes...

Il apparaît que la contamination par le virus du SIDA atteint essentiellement Paris et la région parisienne (337 cas), la région Provence-Côte-d'Azur (117 cas), puis les régions Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes...

L'affaire du « coma dépassé » d'Amiens

Les explications du professeur Alain Milhaud

Un peu plus d'un mois après son expérimentation au protoxyde d'azote sur un patient en état de coma dépassé, révélé lors du procès de Paris...

Familie n'avait pas fait opposition à une autopsie... et que « Pascal L. de son vivant, ne s'était pas opposé à un prélèvement d'organes après sa mort ».

Manifester contre « la prolifération des polices municipales »

Cinq cents policiers, venus de toute la France, se sont réunis à Nice, le mardi 29 mars...

Une motion, dénonçant les « atteintes aux libertés » et les « abus de pouvoir » des policiers municipaux...

Une motion, dénonçant les « atteintes aux libertés » et les « abus de pouvoir » des policiers municipaux...

Manifester sur les trottoirs et dans le calme vers la préfecture, où une délégation a été reçue par M. Jean-Pierre Pensa...

Manifester sur les trottoirs et dans le calme vers la préfecture, où une délégation a été reçue par M. Jean-Pierre Pensa...

NICE de notre envoyé spécial

Le site était certes bien choisi : de toutes les villes de France, Nice est celle où les policiers municipaux sont les plus nombreux...

Manifester sur les trottoirs et dans le calme vers la préfecture, où une délégation a été reçue par M. Jean-Pierre Pensa...

Manifester sur les trottoirs et dans le calme vers la préfecture, où une délégation a été reçue par M. Jean-Pierre Pensa...

« Mettre de l'ordre »

Il y a pourtant peu de risques que le syndicat soit poussé à pareille extrémité...

« Mettre de l'ordre »

Il y a pourtant peu de risques que le syndicat soit poussé à pareille extrémité...

Justice et drogue en Afrique noire

La toxicomanie n'est pas un mal réservé aux sociétés industrialisées. Vingt magistrats venus de dix pays d'Afrique...

pharmaceutique du pays, tandis que les peines infligées aux consommateurs et aux fournisseurs de stupéfiants étaient aggravées...

FAITS DIVERS

Cinq attentats à Marseille contre des établissements bancaires

Cinq explosions visant des établissements bancaires ont eu lieu, le mardi 29 mars, entre 22 h 20 et 22 h 30...

Attentat contre la SEITA à Paris

Un engin explosif visant le siège de la Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA), à Paris, a provoqué, dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 mars...

SCIENCE

Les astronautes contre la cabine éjectable d'Hermès. Les astronautes européens qui ont participé au groupe d'études techniques sur la sécurité de l'avion spatial Hermès...

LE PRIX VASARI ATTRIBUÉ A CONNAISSANCE DES ARTS

Le 9 mars dernier, Connaissance des arts recevait le prix Vasari, attribué pour la première fois à une revue d'art...

SPORTS

TENNIS : Coupe Davis. Le joueur australien numéro un, Pat Cash, a annoncé, le mardi 29 mars à Melbourne...

Le Loto sportif menacé. L'assistance même du Loto sportif pourrait être remise en cause en raison de la stagnation des enjeux à un faible niveau...

RECTIFICATIF : Une erreur de transmission nous a fait écrire que le record du monde féminin de vitesse en planche à voile avait été porté à 62 kilomètres à l'heure...





# Cinéma

Ils cohabitent depuis que le parlant est né. Tout devait les réunir, les forcer à collaborer. Ils restent des frères ennemis : à l'image, tous les soins, l'essentiel du budget ; au son, des équipes dispersées, les rogatons.

Pourtant, depuis que le cinéma connaît des difficultés, le son — qualité esthétique ajoutée — devient un argument trébuchant dans la concurrence avec la télévision. Musiques de film somptueuses, ou tapageuses, ambiances significatives, effets spéciaux en tout genre seront, pour longtemps encore, trahis par le petit écran. Les salles s'équipent donc en systèmes de diffusion ambitieux et perfectionnés. On entend mieux au cinéma. Ce n'est pas encore parfait. Notre dossier, réalisé à l'occasion des premières Rencontres européennes cinéma/son à Nice



Alfred Hitchcock sous la caméra pendant le tournage des « 39 marches »

# Son

début avril, fait le tour des progrès et des difficultés.

Car le son, au cinéma, a cessé d'être le lieu d'une authentique création. A de rares exceptions près, les audaces de Nouvelle Vague ont fait long feu. Les compositeurs français de musique de film travaillent aux Etats-Unis sur des produits soigneusement manufacturés. Le public s'habitue à une « écoute molle », à oreille reposée. D'ailleurs, qui écoute — qui peut écouter dans de bonnes conditions — un film pour sa bande-son ?

Entre l'image et le son, c'est toujours, sur fond de techniques de pointe, la difficile cohabitation.

Dossier réalisé par DENIS FORTIER.

## Les frères ennemis

EN France, techniciens du son et techniciens de l'image cohabitent, sans plus. Les cas de collaborations réellement constructives (et créatrices) sont plutôt rares. Dure réalité pour la poignée d'étudiants de la section son-cinéma de la Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son (FEMIS), nouvellement installée au Palais de Tokyo (le Monde du 17 mars). Auditoriums équipés en écoute THX, cabines de mixage avec console informatisée, cabines de montage, magnétophones multipistes, rien n'est trop beau pour ces futurs techniciens du son à l'image. Mais le projet pédagogique, ambitieux et complet, tient également compte de la situation économique et humaine de l'industrie cinématographique. Comme l'affirment la plupart des professionnels, la production sonore dans le cinéma est avant tout confrontée à un problème de (mauvaise) organisation.

La réalisation d'un long métrage mobilise une longue chaîne de techniciens, depuis l'opérateur du son, présent au moment du tournage, jusqu'au mixeur en auditorium, en passant par le « repiqueur » chargé de transférer les bandes originales sur films perforés et le monteur son. Il faut encore évoquer le bruiteur, l'ingénieur du son spécialisé dans la post-synchronisation des dialogues, le créateur d'effets sonores originaux, le compositeur et l'éventuel producteur-arrangeur de la musique. De plus, la perpétuelle course au cachet, rendue obligatoire par la crise de la production, fait que des équipes sont très éclatées. Ainsi, plusieurs opérateurs peuvent-ils se succéder sur un même tournage. De même, il est courant que preneur de son, monteur et mixeur ne se rencontrent jamais !

A la tête du département son-cinéma de FEMIS, compositeur notamment de musiques de film, musicologue, Michel Fano milite quotidiennement pour une véritable reconnaissance du rôle du directeur du son. A l'aube des années 60, il proposa une nouvelle conception de la bande sonore, qu'il considère comme un troisième discours à part entière, dans un rapport dialectique avec l'image. Mais l'évidence est là : « L'oreille est l'instrument d'alerte du corps. L'écoute met l'œil en alerte. Cette capacité d'alerte s'est érodée sous l'impact

grandissant de la télévision. La « surdité » du public progresse. Du coup, aujourd'hui, au cinéma, c'est l'information sonore première qui compte. La plasticité passe au second plan. » Et Michel Fano poursuit : « Dans un tableau de Charnay, le public est fasciné par les pommes. Pour moi, c'est le reste qui est le plus important. »

Opérateur du son de renommée nationale et internationale, récompensé par deux César pour *Mado* et *Divà*, Jean-Pierre Ruh fait résolument partie des réformateurs. « La bande sonore devrait être intégrée au travail d'équipe dès l'élaboration du scénario. Je souhaite que les metteurs en scène le comprennent et mettent autant de soin à cette fonction qu'à découper les séquences image dès le stade du story-board. » Et il ajoute : « Pourquoi ne pas effectuer un repérage sonore approfondi des différents lieux du tournage ? Cela éviterait au metteur en scène bien des déboires et des déceptions, notamment au moment du mixage. Il faut encourager le son direct, véritable véhicule de l'émotion. »

Assis derrière sa table, le monteur se retrouve face à quelques dizaines de bobines son (dialogues, ambiances, bruitage, etc.). Le film image, monté au préalable, défile sur un petit écran. La première étape consiste à répertorier, à écouter attentivement et à

classer chaque extrait. Ces bobines ont pour origine les bandes enregistrées de façon synchrone sur les lieux du tournage (ambiance, dialogue). Une fois ce travail accompli, il faut écouter et visionner l'ensemble bande image-bande sonore, afin de choisir et d'isoler les séquences les plus intéressantes. Puis « habiller » ces fragments en y ajoutant les bruitages spécifiques (portes qui claquent, coups de fusil, etc.). Ces bruitages proviennent soit de disques spécialement édités à cet effet, soit de bandes. Ils peuvent être également créés pour l'occasion. Armé de sa paire de ciseaux, le monteur peut alors couper, allonger, hiérarchiser dans le temps les éléments qui composent la bande son.

### Les monteurs sont de passage

Lourde responsabilité ! Combien d'opérateurs se sentent trahis par le montage : les coupes dans la bande sont plus ou moins arbitraires, les ambiances sonores s'enchaînent sans logique... Les musiciens redoutent encore plus cette étape. A juste titre. Certains ne reconnaissent même plus leur musique dans le résultat final. Le montage image a changé ? La scène est trop longue ? Il faut rajouter un plan ? Le monteur son a, dans ces cas-là, peu d'états d'âme. Quelques coups de ciseau et le tour est joué. L'image prime.

Les techniques traditionnelles du montage ne permettent d'écouter que trois ou quatre bobines à la fois. Pourtant le nombre d'extraits, souvent très courts, qui devront s'intégrer à la bande sonore est énorme : jusqu'à une trentaine de sons synchrones. A moins d'avoir une mémoire auditive hors du commun, il est très difficile pour le monteur d'imaginer le résultat d'ensemble. C'est donc uniquement au moment du mixage final en auditorium — soit tout à fait en fin de parcours ! — que l'ajustage décisif se fait. Comment s'étonner, une fois encore, de la « peu-près » et des « dérapages » ? Les résultats devraient néanmoins être améliorés par l'intervention de machines multipistes, et d'ici peu par le montage assisté par ordinateur avec stockage des différents éléments sonores sur disques durs.

Contrairement au mixage, le montage n'est pas une opération techniquement sophistiquée. Les outils utilisés sont simples. Pourtant, il exige, — du moins ce serait souhaitable — un sens aigu de la composition, du rythme, de l'écriture sonore et musicale, ainsi qu'un don particulier pour la relation entre image et son. A ce titre, la démarche d'Eric Maurer et de Laurent Quaglio, monteurs son de *Pirates*, de Roman Polanski, est exemplaire : « Si notre travail consistait à prendre les sons légués par l'ingénieur du son [...], cela reviendrait à gérer un

stock sans en maîtriser le sens [...]. Nous souhaitons enrichir le produit final en stabilisant de vrais rapports dialectiques entre le son et l'image. » Le cas est rare : l'écrasante majorité des monteurs son, sinon incompétents, du moins peu conscients de l'intérêt et de l'importance de leur tâche.

C'est qu'ils ne sont en général que « de passage ». L'ambition suprême d'un monteur est en effet d'accéder à l'image, tâche plus noble et mieux rémunérée.

L'enrichissement de la bande sonore passe de plus en plus par la conception de sons originaux, d'effets spéciaux, généralement des bruitages ou des ambiances. Sans les « sound special effects » de Ben Burt, les vaisseaux spatiaux de *La Guerre des étoiles* auraient un petit air de carton-pâte. Même chose pour les combats de sabre-laser. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le synthétiseur n'est pas à la base de ces sons. « Pour sonoriser le sabre-laser », dit Ben Burt, « je suis parti d'un son existant, aussi logique que possible par rapport à l'objet : un simple grésillement de transformateur électrique, trafiqué à l'aide de quelques appareils de studio. » Il a poussé le soin du détail jusqu'à enregistrer chaque son en respectant non seulement le synchronisme mais également l'amplitude réelle des mouvements des « duellistes » !

Le monteur esquisse le contour des formes, choisit et hiérarchise les éléments qui seront inclus dans la toile. Le mixeur « colorie » les éléments, donne du relief, détermine la profondeur, l'espace et enfin engendre le mouvement. Dialogue, ambiance, effets spéciaux, musique, sont mélangés et organisés en fonction d'un espace de diffusion : la salle de cinéma. Cette subtile opération de mélange doit être cohérente par rapport à l'œuvre, au scénario, comme à la mise en scène. *Tess* ne se mixe pas comme *Robocop* ! Le talent du mixeur repose sur sa capacité à éviter l'accumulation d'informations sonores, à gommer ce qui n'est pas essentiel pour rendre l'écoute globale plus efficace.

### Une technique sans message

L'intelligibilité des dialogues reste néanmoins le critère de base d'un bon mixage. Comme le souligne Dominique Hennequin dans son ouvrage *Le Technicien du film et de la vidéo*, « la plupart des gens considèrent que le seul renseignement audilif est celui du langage parlé. Ils se trompent souvent en disant qu'un mixage est bien fait parce qu'ils ont compris tous les dialogues ». Paradoxalement, la diffusion en Dolby stéréo et les possibilités de spécialisation du son ont plutôt envenimé la situation. Hervé de Luze parle, à ce propos, d'esthétique « de remplissage » : « On a l'impression que la technique a complètement devancé la conception artistique. En stéréo Dolby, il faut tout remplir. Cela donne des effets de dispersion ridicules. Il ne faut pas oublier que le son existe par rapport à une image, et que dans le champ de vision tout se voit d'un bloc. »

Pour Jean-Pierre Ruh, mixage et diffusion en salle sont étroitement liés : « Nous devons tendre vers une reproduction sonore spécialisée selon les différents types de salles de cinéma, pour obtenir une atmosphère sonore plus cohérente, plus juste. » Cela revient à effectuer deux ou trois mixages différents d'une même bande sonore afin de « couvrir » au mieux les différentes conditions de diffusion sonore généralement constatées, depuis la salle équipée en THX Dolby stéréo jusqu'à la salle de quartier réduite au son optique monophonique. Et pourquoi pas un mixage « spécial télévision » ?

**PRIX VASARI 1988**  
POUR LA MEILLEURE REVUE D'ART  
ATTRIBUÉ À  
**CONNAISSANCE DES ARTS**





CINÉMA-SON

aux effets spéciaux

de l'écoute molle»

A partir de 1935, les films ne sont plus systématiquement tournés en plusieurs versions, en anglais avec des acteurs américains puis en français avec des acteurs français. Une seule version suffit. Le doublage est né, une technique qui amorce le déclin des studios européens, notamment français et allemands.

De nouveau, les inventions se multiplient. Le procédé Thomson Color essayé par Jacques Tati dans Jour de fête est un bon exemple. Ou encore le procédé Ciné-Miracle en 1958, une expérience sans lendemain qui nécessitait la mise en œuvre de trois projecteurs synchrones, d'un immense écran et d'un lecteur doté de huit pistes sur support magnétique.

Très vite, les exploitants s'aperçoivent que le support sur bande magnétique n'offre pas que des avantages. Certes, la bande pas- sante est bien plus large que sur le classique support optique. L'Academy Curve est devenue insupportable. Mais la duplication d'une bande magnétique 35 mm coûte sensiblement plus cher.

Mais c'est l'invention du magnétophone portatif Nagra en 1955 (parallèlement à l'apparition de caméras autonomes plus légères) qui va radicalement bousculer les habitudes de prise de sons et par voie de conséquence de prise de vues.

L'amélioration des outils de production et des systèmes de diffusion sonore à partir de 1960 coïncide avec les premiers travaux des laboratoires Dolby. Très vite, les chercheurs constatent que le principal problème, le souffle, et les divers crachotements inhérents au film optique peuvent être résolus. Un réducteur de bruit intelligent est mis au point et testé en salle avec succès.

Paradoxalement, ce son « haut de gamme » reste la plupart du temps simple synonyme de puissance de diffusion, de volume, de « gros » son. Merveilleux instrument de diffusion au service de la création sonore, le Dolby stéréo est fréquemment exploité comme un simple artifice de foire, où le son diffusé se doit d'être avant tout spectaculaire, à la limite du clinquant.

réponse des enceintes installées dans les salles.

Désormais la preuve est faite que le film optique peut servir de support à une bande son de bonne qualité. Les exploitants, et les producteurs, sont d'autant plus sensibles aux arguments des ingénieurs de Dolby que la transformation complète des salles n'est pas véritablement nécessaire.

L'oreille à éduquer

Encouragé par le succès de son réducteur de bruit monophonique, Dolby Laboratories se consacre alors, conjointement avec RCA et Eastman, au développement d'un procédé de diffusion du son, toujours optique, mais cette fois-ci stéréophonique.

Entre-temps, cependant, le public s'est habitué au confort de l'écoute sonore domestique. En une quinzaine d'années, le Teppaz a cédé peu à peu la place aux délices de la stéréophonie et à la notion de haute-fidélité.

La profession réplique avec le retour de salles équipées de grand écran et comportant un système de diffusion sonore performant. Paradoxalement, ce son « haut de gamme » reste la plupart du temps simple synonyme de puissance de diffusion, de volume, de « gros » son.



Mark Hamill dans le Retour du Jedi.

Le Dolby stéréo, la stéréophonie au cinéma, un véritable outil de création et d'expression sonore ? Pourquoi pas. Les hommes de l'art ne manquent pas. Mais il faudrait auparavant que le malentendu entre Dolby stéréo et « gros » son disparaisse.

Cette situation n'est pas sans rappeler les débuts de la stéréophonie dans le rock au début des années 60. Il a fallu attendre l'album Sergeant Pepper's des Beatles pour découvrir et entendre, dans la stéréophonie autre chose qu'une curiosité.

Le Dolby stéréo, la stéréophonie au cinéma, un véritable outil de création et d'expression sonore ? Pourquoi pas. Les hommes de l'art ne manquent pas. Mais il faudrait auparavant que le malentendu entre Dolby stéréo et « gros » son disparaisse. Le public est-il prêt à accélérer le mouvement et à exiger autre chose ? Si la réponse est positive, nul doute que toute l'industrie cinématographique suivra.

Les Rex de Nice

Le Festival MANCA de Nice et le Centre international de recherche musicale (CIRM), que dirige Michel Redolfi, accueillent à mi-parcours de leurs manifestations annuelles de musique contemporaine (30 mars-9 avril) trois journées de débats ouverts aux spécialistes et aux professionnels français et étrangers du son à l'image.

Nos compositeurs en Californie

Des compositeurs français écrivent une bonne partie des musiques de films produits par Hollywood. A leur talent, Los Angeles apporte ses moyens, son marché, son sens professionnel et finalement, une certaine ouverture d'esprit.

GEORGES Delerue vit et compose à Los Angeles. Comme Michel Colombier, Maurice Jarre, Michel Legrand, Francis Lai, et en ce moment même Gabriel Yared, il y est venu travailler le temps d'un film. Et il est resté. C'est un fait, les compositeurs français sont très appréciés à Hollywood.

A Los Angeles, la musique de film n'est pas considérée comme un art mineur comme un parent pauvre. Tous les grands studios ont leur département musique. Un budget substantiel est alloué à chaque production : de 250 à 750 000 dollars (350 000 dollars dans le cas du dernier Polanski Frantic, 400 000 dollars pour Empire du Soleil, de Spielberg, produits par Warner Bros).

La production et le réalisateur doivent tomber d'accord ensemble sur un style, sur un nom. Gary Lemel, directeur du département musique de Warner, explique comment, après avoir visionné Frantic, le nom d'Emilio Morricone, à ses yeux, s'imposait. La bande sonore de la Mission sous le bras, il se rend à Paris. Il trouve Polanski dansant dans son appartement sur la musique de... la Mission. Voilà un réalisateur convaincu d'avance ! Mais en règle générale, la production a le pouvoir de décision face au réalisateur et traite parfois directement avec le compositeur.

A souligner : le rôle du musical editor (monteur musique), qui se pratique de manière très particulière aux Etats-Unis. Kenneth Wannberg, monteur musique (et compositeur), explique son travail. « Nous sommes présents dès la séance de « spotting » quand le réalisateur, les producteurs et le compositeur décident ensemble, scène par scène, quand et comment la musique doit intervenir et ce qu'elle doit dire. Nous fournissons au compositeur un relevé détaillé des plans du film, effectués sur ordinateur (1) ». Lorsqu'un changement intervient en cours de montage, c'est le monteur musique qui transmet au compositeur le nouveau minutage. Il est présent à l'enregistrement et au mixage, où il est responsable de toutes les retouches finales.

Les monteurs musique, ici tous musiciens, sont des intermédiaires compétents, très précieux pour un compositeur. « Ça me manque quand je retourne en France », dit Georges Delerue, en Angleterre en revanche il y en a trois ou quatre. Mais il précise que sur Chouans il a travaillé avec un monteur film français qui est musicien. Le music editor est également responsable de la mise en place des streamers sur la copie travail du film : il s'agit d'une barre verticale qui se déplace de gauche à droite de l'écran, et indique le moment musical crucial (le Hit point).

Fin mars, aux studios indépendants Evergreen, les streamers fonctionnent à plein. Georges Delerue enregistre avec un orchestre symphonique de cinquante-sept musiciens. A la console, son ingénieur du son, le Britannique John Richard. Le grand patron de la séance est un des responsables du département musique de la MGM. Rehearsal take : c'est la répétition ; l'indication Roll signale la projection de la copie de travail en noir et blanc, et sur grand écran ; les lumières rouges s'allument pour les musiciens ; l'ingénieur donne le clap audio. La barre fatidique apparaît sur l'écran face au compositeur-chef d'orchestre qui donne le signal d'attaque. Dans ces cinquante-sept instruments, le réalisateur, inquiet, ne reconnaît pas ce que Georges Delerue lui a joué au piano ! Discussions. On reprend la première partie du morceau avec seulement un quatuor de cordes. Tout le monde est content. Enregistrement.

Immédiatement après chaque prise, l'équipe réécoute un pré-mixage, avec les dialogues cette fois, pour évaluer l'effet final. Le monteur musique et son assistant prennent bonne note. Le travail est précis, rapide, efficace. « J'aime ce sur-mesure », commente le compositeur français, qui a la réputation de faire preuve d'une vélocité légendaire en séance.

Evergreen est le meilleur studio d'enregistrement indépendant. « Que je travaille à Londres ou ici, techniquement, c'est à peu près pareil », dit John Richard. « Mais ici, les étapes s'enchaînent plus rapidement. Ma préoccupation actuelle vient des ingénieurs du son qui ne sont formés qu'à la musique électronique. J'en ai vu un essayer récemment de donner un son de synthé à un orchestre acoustique : c'est la seule référence que connaissait son oreille ! »

La musique électronique « à domicile » concurrence sérieusement les studios d'enregistrement. Pas les musiques que bricolent les amateurs avec un DXT. (Ils sont nombreux à Los Angeles), mais les vrais professionnels usant d'un matériel haut de gamme. C'est le cas de Michel Colombier.

Il peut, avec sa console 32 pistes digitales, produire une musique jusqu'au mixage final. « C'est une décision artistique : dans une bonne prise, il y a une magie. Si, à cause de la qualité, on doit réenregistrer, on perd quelque chose. Les nouvelles techniques permettent en fait une isolation de l'improvisation. »

Le même matériel est disponible en Europe (console anglaise Soundcraft, instruments japonais Yamaha et Roland, magnéto MCL, ordinateurs américains). Les sons du Roland sont conçus par un Californien, Eric Persing. « Quand je commence à savoir quelle atmosphère je veux rendre dans un film », dit Michel Colombier, « j'appelle et il vient passer une demi-journée à me fabriquer des sons. C'est une des richesses de la ville ».

« Depuis mon arrivée ici, j'ai beaucoup appris, et j'en suis heureux », dit Georges Delerue, qui pourtant compose des musiques de film depuis plus de trente ans. « Même avec un premier prix de piano au Conservatoire, et un prix de Rome, j'ai dû apprendre la musique de film sur le tas. Avant de faire mon premier court métrage, je suis allé demander à l'organiste du Gaumont-Palace de m'enseigner quelques rudiments. Ici, les jeunes peuvent vraiment se former à la composition pour le cinéma ».

La dernière étape de fabrication d'une bande sonore, c'est le mixage. Sur la liste des nominations aux Awards, dans la catégorie « meilleure bande sonore », les recording mixers vont toujours par quatre. L'un est spécialiste de la musique, l'autre des dialogues, les troisième des effets sonores, et le quatrième supervise. De l'avis général, cette spécialisation est payante. Robert Knudson (et ses trois collègues) recevra peut-être, le 11 avril prochain, son quatrième oscar pour Empire du Soleil (ses trois premiers : Cabaret, l'Exorciste, E.T.). Trois semaines pour condenser et équilibrer soixante dialogues, signaux sonores de toutes sortes et même un livre en stéréo — ou : un livre qui fait de la musique, — que Louis Dandrel, fondateur et patron d'Espaces Nouveaux, a créé avec le plasticien italien Adalberto Mecarelli.

Le cinéma — sonore — ne pouvait qu'intéresser ces modernes acousticiens. Comment s'asseoir, comment écouter ? On retrouve l'idée de proximité, le fauteuil « ambiphonique » construit par Bernard Deleage — il n'en existe qu'un prototype en grandeur réelle — propose une solution radicale aux difficultés de sonorisation des salles.

Grand, rambourré, il évoque d'assez près les fauteuils de dentiste. Le poids du corps l'oblige à s'incliner et dégage, sur les côtés, deux petits haut-parleurs fixés sur des perches, qui viennent s'arrêter à 50 centimètres environ au-dessus des oreilles. Le son, de cette façon, circule en tous sens comme une couronne, des baffles à l'appui. Pas tous les sons : les aigus et les médiums. Les graves, eux, passent directement du sol au fauteuil (câblé) et viennent vous frapper à hauteur de reins : sense around par résonance interposée.

Pas question, évidemment, de substituer ce mini-studio personnel à la classique sonorisation dans une salle équipée de ces fauteuils, on n'achèterait pas ses esquimaux dans un silence asséptisé, la bande-son des publicités continuerait à passer dans les haut-parleurs communautaires. L'idée est d'éviter le piège des procédés, même sophistiqués, comme le Dolby ou le TXH : l'amplification excessive. Car ce n'est pas flatter le beau son du cinéma que de le rendre assourdissant : seule l'écoute de proximité permettrait, semble-t-il, de l'humaniser : réellement, plus de subtilité et moins d'effets.

L'échat d'un fauteuil de cinéma coûte à l'exploitant moins de 1 000 francs. Le prix du fauteuil club ambiphonique serait environ trois fois plus élevé. Mais pas besoin d'en équiper la salle en entier. Et le prix du ticket a été libéré !

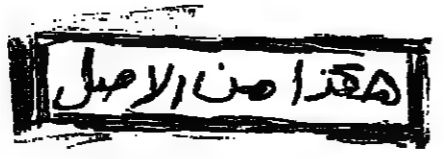
ANNE REY. \* Espaces Nouveaux, 56, boulevard Davout, 75020 Paris.

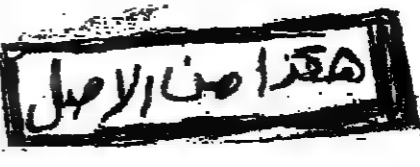
Symphonie en solo

« POUR que le son suive chez les gens une émotion forte, il faut qu'il les touche de près », dit Bernard Deleage, architecte d'Espaces Nouveaux, dont le design sonore est spécialisé. Comment définir le champ d'activité de cette association, doublée d'une société d'exploitation (Dissonic) ? Son but est d'intervenir sur tout ce qui arrive aux oreilles dans la vie quotidienne et qui débouche sur une communication : téléphone, avertissements dans le métro, signaux sonores de toutes sortes et même un livre en stéréo — ou : un livre qui fait de la musique, — que Louis Dandrel, fondateur et patron d'Espaces Nouveaux, a créé avec le plasticien italien Adalberto Mecarelli. Le cinéma — sonore — ne pouvait qu'intéresser ces modernes acousticiens. Comment s'asseoir, comment écouter ? On retrouve l'idée de proximité, le fauteuil « ambiphonique » construit par Bernard Deleage — il n'en existe qu'un prototype en grandeur réelle — propose une solution radicale aux difficultés de sonorisation des salles. Grand, rambourré, il évoque d'assez près les fauteuils de dentiste. Le poids du corps l'oblige à s'incliner et dégage, sur les côtés, deux petits haut-parleurs fixés sur des perches, qui viennent s'arrêter à 50 centimètres environ au-dessus des oreilles.

Advertisement for 'Le Gardien de HAROLD PINTER' at the 18 Théâtre. Adaptation by Eric KAHANE, music by Jean MACQUERON. Cast includes Philippe CATOIRE, Bruno COLOMB, Jérôme F... with 42 26 47 47.

Advertisement for 'ARRABAL CREATION LA TRAVERSEE DE L'EMPIRE' at the 18 Théâtre. Mise en scène de l'auteur DU 11 MARS AU 11 AVRIL. 15 RUE MAITE BRUN, PARIS 20. AV GAMBETTA TEL. 43 66 43 60.





EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Platons Bonaparte, rue Saint-Martin (42-77-1-31). T.l.j. de mar. de 12 h à 22 h. sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (45-49-40-14). T.l.j. de lun. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.

Palais du Louvre

Entrée provisoire sur le quai des Tuileries (42-40-39-26). T.l.j. de mar. de 9 h 45 à 17 h. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. de lun. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 20 h 30. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

CONSTRUCTION - IMAGE

BERNARD FREZZE. De la, ces immenses formes noires. Entrée: 15 F (comprisant l'exposition B. Fritze). Jusqu'au 10 avril.

Grand Palais

Av. Winston Churchill (45-56-09-24). T.l.j. de mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h.

Musées

A CHACUN SON CARACTÈRE - PORTRAITS DIVERS. Deux l'atelier du sculpteur au milieu des mondes et des océans. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvernois (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h.

Palais de la Découverte

2, rue de la Harpe (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON

Musée Picasso, 104, rue de Valenciennes (47-39-36-53). T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 15. Fermé dim. 3 et lun. 4 avril.

VOTRE TABLE CE SOIR

Table with restaurant listings including PHARAMOND, JOHN JAMESON, CLOSERIE SARLADAISE, LE PRESSBOURG, LE CORSAIRE, ANNOCK et FRANCIS VALLOT, RIVE GAUCHE, LE MAHARAJAH, AUBERGE DES DEUX SIGNES, LE SYBARITE, RAVI, CHEZ FRANÇOISE, RESTAURANT THOUILLIER, RIVE DROITE, DÉCOUVREZ L'INDE, OLIVERT aussi le DIMANCHE, AU CŒUR DE ST-GERMAIN-DES-PRÉS, L'INDE RAFFINÉE, RESTAURANT THOUILLIER, DÉCOUVREZ L'INDE, OLIVERT aussi le DIMANCHE, AU CŒUR DE ST-GERMAIN-DES-PRÉS, L'INDE RAFFINÉE, RESTAURANT THOUILLIER.

SOUPEURS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT NOUVEAU DÉCOR VUE PANORAMIQUE - JARDIN D'HIVER. T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

Galeries

BERNARD AUBERTIN. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Olivier (42-76-43-21). Jusqu'au 14 avril.

Periphérie

BEVRES. Le Studio Vallée dans les murs d'ancien château. Par André Damy. Musée municipal de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-03-60). T.l.j. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 30 avril.

THEATRE

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de répétition et de répétitions sont indiqués entre parenthèses)
LE MONOLOGUE DE HOLLY BLOOM. Espace Kirov (43-73-50-25) (dim.), 22 h; du 30 mars au 16 avril.

CAKTOUCHEMIE THEATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Infoline ou l'Infoline de deux rêves: 18 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun, mar.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve: 19 h 30. Rel. dim. La Leçon: 20 h 30. Rel. dim. Proust: J'avais toujours quatre ans pour elle; 21 h 30. Rel. dim.

OPERA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Boris Godounov: sam., mar. 19 h 30.

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES (47-20-36-37). D'Amman des Nibelungen: mar. 20 h.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Tous vont dans l'ouest: 20 h 15. Rel. dim. Mannequin d'homme: 21 h 30. Rel. dim. C'est plus show à deux: 22 h 30. Rel. dim.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). L'Ami: 20 h 30. Rel. dim., lun.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes Caïres: 20 h 15. Rel. dim. Nous on fait ça on nous dit de faire: 22 h. Rel. dim.

MATHURINS (42-65-90-00). Rosal, suivi de Douce Nuit: 20 h 30. Rel. dim.

THEATRE DE LA PLAINE (42-50-15-45). Le Festin de Pierre ou Don Juan: 20 h 30. Rel. dim., lun, mar.

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Théâtre. O Anacréon: 20 h 30 (Ven., mar.). O Le Misanthrope: jeu. 20 h 30.

MUSIC HALL
CAVEAU DES OURLETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française.

Région parisienne

LA COURNEUVE (CENTRE JEAN HOUDREMENT) (48-38-58-06). O Histoires de cœur et de sang à La Courneuve: 20 h 30 (Jeu.).

Cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Devos exalta, je l'ai raconté: 20 h 30, sam. 19 h. Rel. lun. Fou comme Fourcade: 22 h 15. Rel. dim. Hâte au ciel: 23 h 30. Rel. mar. D'aucun état des choses: dim. 23 h 30.

"Ce film c'est celui que l'on attend vainement chaque mois, celui qui peut susciter dans le même élan la passion du grand public et l'engouement des cinéphiles."



"On est tenu en haleine, rejeté, troublé, en même temps que Harrison Ford, prodigieux de ténacité tranquille."

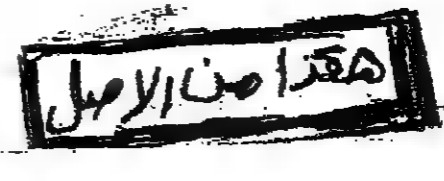
"Dans ce film électrique et virtuose Harrison Ford est émouvant."

HARRISON FORD DANS FRANTIC UN FILM DE ROMAN POLANSKI

WARNER BROS. Présente Une Production MOUNT COMPANY Un Film de ROMAN POLANSKI HARRISON FORD "FRANTIC" BETTY BUCKLEY • JOHN MAHONEY et EMMANUELLE SEIGNER. Costumes ANTHONY POWELL. Montage SAM OSTEEN. Décors PIERRE GUFFROY. Directeur de la Photographie WITOLD SOBOCINSKI. Écrit par ROMAN POLANSKI et GERARD BRACH. Produit par THOM MOUNT et TIM HAMPTON. Réalisé par ROMAN POLANSKI. Musique de ENNIO MORRICONE.

AUJOURD'HUI

مقدون الاصل



MUSIQUE

Les concerts

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (42-71-82-20). Chœur de Suède... CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Docteur "Je suis tout"...

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). L'Ensemble d'Arabes français... CITY ROCK (43-59-52-09). Cristal Inuque...

Opéras

OPÉRA DE PARIS Palais Garnier (47-42-53-71). Boris Godounov... ÉGLISE ALLEMANDE (42-96-56-32). Götter pour l'empereur de Chine...

Opérette

ELDORADO (42-49-60-27). Aventura à Tahiti... ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS... ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE (42-91-59-11)...

Les ballets

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Spectacle de ballets... ÉGLISE SAINT-MERMI (42-96-56-32). Sinfonia n° 1 et 2... ÉGLISE SAINT-MERMI (42-96-56-32). Sinfonia n° 1 et 2...

Opérette

ELDORADO (42-49-60-27). Aventura à Tahiti... ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS... ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE (42-91-59-11)...

Rock

BAISER SÈLE (42-33-37-71). Crocodile jusqu'à 10 avril...

CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS 15 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES DU 31 MARS AU 20 AVRIL Anouïta BAILLET DE L'OPERA DE RIGAKATERINA MAXIMOVA VLADIMIR VASSILIEV

CINEMA

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-94-24-24). MÈRE CROIX... Le Bourgeois de Venise... PALAIS DE CHAILLOT (47-94-24-24)...

LES FILMS NOUVEAUX

BREVES RENCONTRES. Film américain de Kim Mrozowski... ÉCLAIR DE JUNE (1987). Le Héros... ÉCLAIR DE JUNE (1987). Le Héros...

LES EXCLUSIVITÉS

LES AILES DU DÉSER (FR-AL, v.o.). Saint-Arthur des Arts... L'ANE QUI A BU LA LUNE (FR). Utopia Champignon...

CINEMA

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-94-24-24). MÈRE CROIX... Le Bourgeois de Venise... PALAIS DE CHAILLOT (47-94-24-24)...

LES FILMS NOUVEAUX

BREVES RENCONTRES. Film américain de Kim Mrozowski... ÉCLAIR DE JUNE (1987). Le Héros... ÉCLAIR DE JUNE (1987). Le Héros...

LES EXCLUSIVITÉS

LES AILES DU DÉSER (FR-AL, v.o.). Saint-Arthur des Arts... L'ANE QUI A BU LA LUNE (FR). Utopia Champignon...

Un numéro de référence à ne pas manquer 100 pages, 30 francs ISLAM Notre Histoire Les grandes questions de l'histoire et de l'actualité de l'Islam par les meilleurs spécialistes.

CINEMA

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-94-24-24). MÈRE CROIX... Le Bourgeois de Venise... PALAIS DE CHAILLOT (47-94-24-24)...

LES FILMS NOUVEAUX

BREVES RENCONTRES. Film américain de Kim Mrozowski... ÉCLAIR DE JUNE (1987). Le Héros... ÉCLAIR DE JUNE (1987). Le Héros...

LES EXCLUSIVITÉS

LES AILES DU DÉSER (FR-AL, v.o.). Saint-Arthur des Arts... L'ANE QUI A BU LA LUNE (FR). Utopia Champignon...

Un numéro de référence à ne pas manquer 100 pages, 30 francs ISLAM Notre Histoire Les grandes questions de l'histoire et de l'actualité de l'Islam par les meilleurs spécialistes.



CINEMA

EMPIRE DU SOLEIL (A. v.a.): Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); Saint-Germain l'Hôtel, 2<sup>e</sup> (46-33-63-20) UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); George V, 9<sup>e</sup> (45-02-41-41); Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57);... (The text continues with a dense list of film titles and cinema locations).

LE FESTIN DE BARETTE (Dan. v.o.): Cine Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-35); UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94);... (Continuation of cinema listings).

LES GENS DE DUBLIN (A. v.a.): Utopia Champollion, 15<sup>e</sup> (45-26-84-85); Utopia Champollion, 15<sup>e</sup> (45-26-84-85);... (Continuation of cinema listings).

LES GENS DE DUBLIN (A. v.a.): Utopia Champollion, 15<sup>e</sup> (45-26-84-85); Utopia Champollion, 15<sup>e</sup> (45-26-84-85);... (Continuation of cinema listings).

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A. v.a.): Reflet Logos II, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34); Reflet Logos II, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34);... (Continuation of cinema listings).

LE MAITRE DU LOGIS (Dan. v.a.): Epée de Bois, 9<sup>e</sup> (43-37-57-47); Epée de Bois, 9<sup>e</sup> (43-37-57-47);... (Continuation of cinema listings).

LE MAITRE DU LOGIS (Dan. v.a.): Epée de Bois, 9<sup>e</sup> (43-37-57-47); Epée de Bois, 9<sup>e</sup> (43-37-57-47);... (Continuation of cinema listings).

LE MAITRE DU LOGIS (Dan. v.a.): Epée de Bois, 9<sup>e</sup> (43-37-57-47); Epée de Bois, 9<sup>e</sup> (43-37-57-47);... (Continuation of cinema listings).

M LE MAUDUIT (All. v.a.): Denfert, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01) mer., lun., mar., 22 h. MA FEMME EST UNE SORCIERE (A. v.a.): Le Champ, 5<sup>e</sup> (43-54-51-60) l.l.j. à 18 h 15. MATAGI LE VIEUX CHASSEUR D'OURS (Jap. v.f.): République Cinéma, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33) mer., 15 h 40. MORT A VENISE (It. v.a.): Studio Galand, 5<sup>e</sup> (43-54-72-71) l.l.j. séances à 11 h 45 film 5 mn après.

MY BEAUTIFUL LAURETTE (Brit. v.o.): Cioches, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82) l.l.j. à 20 h 20. NOCIES EN GALILEE (Fr.-Bel.-Yougoslavie v.o.): Les Trois Lascoux, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) l.l.j. à 12 h. LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All. v.o.): Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-09) mer., jeu., ven., lun., mar., 20 h, sam., 21 h 15, dim., 15 h 45.

ORANGE MECANIQUE (\*\*\*) (Brit. v.o.): Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) mer., 22 h 15, ven., 22 h 20, mar., 22 h 30. BRAZIL (Brit. v.o.): Studio Galand, 5<sup>e</sup> (43-54-72-71) l.l.j. séances à 20 h 10 film 5 mn après; Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-54-91-68) mer., sam., lun., 21 h.

CARAVAGGIO (Brit. v.o.): Chny Palace, 5<sup>e</sup> (43-54-07-76) mer., ven., mar., 12 h. CENDRILLON (A. v.a.): Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-54-91-68) mer., ven., lun., mar., 17 h, dim., 13 h 45. LES CHARIOTS DE FEU (Brit. v.o.): Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-54-91-68) mer., lun., mar., 17 h 15, ven., 17 h 30, jeu., 17 h 45, sam., 23 h 45.

Les grandes reprises

MARCOUD (It. v.a.): Accanto (ex Studio Cujas), 5<sup>e</sup> (46-33-86-86). ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.): Patinon, 5<sup>e</sup> (43-54-15-04). LES AVENTURES DE BERNARD ET BRANCA (A. v.f.): Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85); Napoleon, 17<sup>e</sup> (42-67-63-42).

Les séances spéciales

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A. v.a.): Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) mer., lun., jeu., 19 h 15, mar., 15 h 30. AMADEUS (A. v.a.): Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) mer., ven., dim., 19 h 30.

PHILATELISTES Official de la philatélie NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS. Les présidents de la République. Le bicentenaire de la Révolution française. La première émission de France. Rencontre avec Jean Delpech. LE MONDE DES PHILATELISTES POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES. En vente chez votre marchand de journaux. LIDO Souvent imité, jamais égalé, le public apprécie la différence! 20 h : Orner dansant, champagne et revue à partir de 510F. 22 h 15 et 0 h 30 : champagne et revue : 350F. Service compris. 116 bis, Champs-Élysées. Tél. : 45.63.11.61 et agences.

LE BILAN DU SEPTENNAT. 7 ANNÉES QUI ONT MARQUÉ LA FRANCE. Le Monde BILAN DU SEPTENNAT L'alternance dans l'alternance. ÉDITÉ PAR Le Monde 156 PAGES CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. Image of a man's face.



Communication

Les difficultés de la télévision par câble

Baisser les tarifs ou augmenter les programmes ?

Plus d'un an après l'ouverture des premiers réseaux, la télévision par câble a dû mal à séduire les Français.

La télévision par câble devient une réalité en France. Aux dix nouveaux réseaux déjà ouverts commercialement et regroupant trois cent quarante mille foyers...

30 grands coups de milliards (30 environ pour le total) de la construction des cinquante sites, la deuxième génération du câble se lance donc en terre...

Le credo des opérateurs

Rares sont les nouveaux réseaux qui dépassent 10% de pénétration, avec un prix mensuel oscillant de 130 à 145 F par foyer...

grammes en langue étrangère. D'où les efforts de ces opérateurs pour multiplier l'offre de programmes en français.

Les deux premiers sont aussi actionnaires de TV Sport, chaîne sportive, alors que la Lyonnaise des eaux semble plus intéressée par sa concurrente Eurosport.

La voie est étroite pour les opérateurs, qui subissent aussi la concurrence d'une offre de télévision hertzienne doublée en trois ans.

Les nouveaux réseaux

Les nouveaux réseaux construits hors du plan câble ne connaissent pas ces problèmes liés de la dissociation des responsabilités entre constructeur et opérateur.

bien, deuxième solution, on peut augmenter le nombre de canaux sur les réseaux existants.

Les réticences de Franco-Télécom

Malgré la stratégie des opérateurs se heurtant aux fortes réticences de Franco-Télécom.

- Si les câbles-opérateurs veulent davantage de clients, explique l'administration, il leur suffit de baisser le prix de l'abonnement.

- Logique d'ingénieurs qui ne tient pas compte de la dynamique culturelle, rétorque un responsable de la Compagnie générale des eaux.

Les nouveaux réseaux

Les nouveaux réseaux construits hors du plan câble ne connaissent pas ces problèmes liés de la dissociation des responsabilités entre constructeur et opérateur.

Dans cette brèche se précipitent les investisseurs et les techniciens, offrant aux élus locaux un moyen d'auditionner de réaliser leur réseau.

Religions

Neuf mouvements affrontés à la crise du militantisme

Des théologiens au chevet de l'Action catholique

Neuf mouvements d'Action catholique (1) se sont réunis pour la première fois, les lundi 28 et le mardi 29 mars.

Les laïques qu'on lui trace ressemblent à des faire-part mortuaires. Hier, tête de pont de l'Eglise catholique dans la société française et ses différents milieux.

Parler de la crise dans l'Action catholique est, depuis dix ans, une tarte à la crème.

Car pour toutes les générations du câble, la bataille est maintenant commerciale. Il ne suffit plus de convaincre les élus, il faut séduire les électeurs.

Un parti pris d'espérance

Jusqu'aux années 70, les militants catholiques ont pris part à un grand nombre de transformations dans la société.

Paul VI avait songé à démissionner

Paul VI a-t-il félicité démissionné ? Son confesseur, le Père Paolo Dezza, Jésuite, dans un entretien publié le mardi 29 mars à Rome par le mensuel italien *Tracce* Giorno...

Assainissement et meilleure régulation

Le redémarrage du marché de la vidéo

Éditeurs ou détaillants, dupli-cateurs ou distributeurs, tous les professionnels de la vidéo devront prochainement satisfaire à de nouvelles exigences de transparence.

Un décret - dont la parution est imminente - fait en effet obligation à toute entreprise se créant dans le secteur de déclarer son activité au nouveau « service de la diffusion vidéo et télévisuelle » du Centre national de la cinématographie (CNC).

Est-ce la fin du tunnel ? Après des années de marasme (- 15 % en 1986), le marché de l'édition vidéo s'est retourné l'an dernier avec un chiffre d'affaires global hors taxe de 590 millions de francs environ.

Ce retournement, les éditeurs vidéo le doivent pour beaucoup à un changement de stratégie. Alors que le marché de la location de cassettes pré-enregistrées continue de s'effriter, la vente, elle, progresse régulièrement.

Leur aduace a payé. Avec Jean de Florette et Manon des sources, Proserpine a dépassé le cap de 200 000 exemplaires vendus, transformant un pari risqué - la société

avait acheté les droits vidéo 8 millions de francs - en une jolie réussite commerciale.

Faute d'avoir obtenu cette année une baisse du taux de TVA (33 %), les frappe, les éditeurs vidéo espèrent conforter cette reprise, en desserrant l'étan qui « coince » leur activité entre celle des salles de cinéma et Canal Plus.

Redémarrage de l'activité, assainissement et meilleure régulation du marché : l'édition vidéo sort enfin du gouffre où l'avaient plongée en 1982.

La mesure de l'audience télévisée

Le CESP conserve son rôle d'arbitre

Le Centre d'études des supports de publicité (CESP) vient de conclure deux accords qui feront de cet organisme paritaire le « gardien » de la mesure d'audience individuelle de la télévision.

Il y a deux ans, M. Robert Hersant avait offert de racheter le *Courrier de Saône-et-Loire* (Chalon-sur-Saône). Les actionnaires majoritaires de ce quotidien départemental créé en 1920 - M. François Prêtre, son PDG et rédacteur en chef, et M. Armand Thénard, PDG de *Bien Public* de Dijon - avaient alors repoussé ses propositions.

Avec ses six éditions qui totalisent une vente de 45 000 exemplaires le *Courrier* occupe une position dominante vis-à-vis des deux titres du groupe Hersant présents dans la région : l'édition du *Progrès* de Lyon (27 000 exemplaires) et celle du *Dauphiné libéré* (10 000 exemplaires).

Première étape : le *Courrier* pourra encadrer dans son édition dominicale *TV Magazine*, le supplément des programmes télévision du

pannel, tant pour leur mise en place que pour leur suivi, la collecte et le traitement des données.

Ces accords, conclus après de longues négociations autour de l'audit-métrique individuelle, permettent au CESP de conserver un rôle d'arbitre, après avoir dû renoncer à bâtir son propre système de mesure.

De son côté, la société Croquet et C° annonce la mise en place de deux mille audimètres à détection passive Motivat d'ici à la fin 1988.

« Le *Courrier de Saône-et-Loire* » se rapproche du groupe Hersant

« Accord opérationnel est un mariage. Un accord industriel plutôt que financier, qui respecte la personnalité de chaque journal, indique M. François Prêtre. Elle évite de se battre et permet de se développer ensemble ».

RECTIFICATIF. - C'est jusqu'au 31 décembre 1989 (et non 1988) comme indiqué dans notre première édition du 30 mars que M. André Santini, ministre délégué chargé de la communication, propose, dans un projet de loi, de prolonger le délai accordé à la CNCL pour la mise en ordre des autorisations de radio sur l'ensemble du territoire.

CULTURE

Installation du Haut Comité des enseignements artistiques

M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, et M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, ont installé, le mardi 29 mars, le Haut Comité des enseignements artistiques.

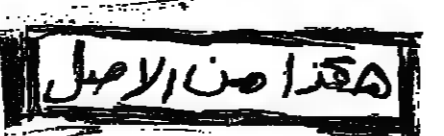
Sorte de gardien de la loi, le Haut Comité sera chargé de rappeler le gouvernement à ses obligations, au cas où il viendrait à y manquer, et d'assurer une meilleure coordination

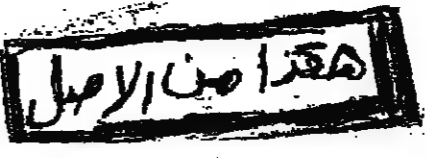
entre le département de la culture et celui de l'éducation. Les responsables de ces deux ministères le présideront conjointement.

Il est composé, pour trois ans, quarante membres, représentant les responsables de la formation artistique en France.

M. Marcel Landowski, compositeur chargé d'une mission de réflexion sur l'enseignement artistique en 1986, assure la vice-présidence du Haut Comité. Il entend aborder en premier lieu la question des rythmes scolaires.

Le Monde sur minitel
PRESIDENTIELLE :
Tous les sondages pour comprendre
36.15 TAPEZ LEMONDE
IPSONS 36.16 TAPEZ LMINFO





# Education

## Des thermomètres pour évaluer l'école

**A** l'heure où tous les pays développés croient voir dans l'amélioration de leur système scolaire l'arme suprême contre la crise, ils éprouvent simultanément le besoin de mesurer l'efficacité réelle de leur école, de prévoir les conséquences de tel choix pédagogique, de tel investissement... En un mot, il leur faut évaluer leur système éducatif. Le colloque qui vient de réunir quelques deux cents responsables politiques, experts, inspecteurs, sociologues venus de vingt-trois pays du 21 au 23 mars a montré avec éclat combien cette aspiration était partagée. Cette conférence, placée sous l'égide de l'OCDE et organisée à l'initiative du ministère de l'éducation nationale dans le parc du Futuroscope de M. Monory, près de Poitiers, répondait à la demande du ministre d'une vaste réflexion sur l'évaluation, destinée à compléter son plan pour l'avenir de l'école.

**Tous les pays développés souhaitent jauger leur système scolaire pour en améliorer l'efficacité et en finir avec les réformes décidées à l'aveuglette. En France, l'idée de publier régulièrement des indices sur la santé de l'école fait son chemin.**

Le premier rang desquels se situe le Japon. Déjà au début des années 60, le succès du Spoutnik soviétique avait suscité la création, à l'Ouest, de l'Association internationale pour l'évaluation des rendements scolaires, dont les travaux, notamment sur l'enseignement des mathématiques, font

examen de passage. Des égarements qui peuvent empêcher l'évaluation d'atteindre son but : améliorer la situation et mieux prévoir la conséquence des décisions. Ainsi M. Walo Huttmacher, expert suisse, a insisté sur la nécessité d'associer les enseignants à la gestion du système d'évaluation, afin qu'ils ne se contentent pas d'enregistrer les données produites mais en tiennent compte. Et M. Guy Berger, maître de conférence en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII, s'est interrogé sur la possibilité d'abandonner le système taylorien actuel et ses « contremaîtres », pour une organisation reposant sur la qualité, où chaque agent devrait à la fois accomplir une tâche et la contrôler.

jusqu'à présent les retombées concrètes de l'évaluation. Les mœurs semblent cependant évoluer vers plus de transparence. Les rapports du Comité d'évaluation des universités sont publiés, et la nouvelle direction de l'évaluation et de la perspective (DEP) du ministère de l'éducation nationale professe l'ouverture. Elle se donne pour but de fournir des instruments de décision au ministre et aux collectivités locales, de plus en plus impliqués dans les questions d'éducation depuis la décentralisation, de préparer le marché unique européen de 1992 en examinant, par exemple, l'offre d'enseignement et les aptitudes des élèves en langue vivante. Mais elle souhaite aussi fournir à tous les partenaires de l'école des éléments d'appréciation incontestables. Objectif proclamé : faire participer l'ensemble des usagers à l'amélioration du système et alléger le poids des idéologies sur les débats scolaires, afin de favoriser l'émergence de consensus.

**Plus de transparence**  
Ces questions du bon usage et de la mise en cohérence des données apparaissent primordiales.

### Auto-évaluation à la japonaise

**« J**e doute de la capacité des responsables et de la manière dont les décisions sont prises dans cette école », « Je n'aime pas travailler avec mes collègues », « Cette école n'encourage pas... » Telles sont quelques-unes des quarante opinions avec lesquelles des enseignants japonais sont invités à mesurer leur degré d'adhésion sur une échelle de 1 à 5.

La « carte-diagnostic de la gestion scolaire » a été mise au point pour évaluer rapidement la santé d'un établissement au regard de quatre indicateurs : objectifs, son organisation, relations humaines et l'atmosphère générale. Le moyen des réponses apportées par les personnels est reporté sur deux axes et détermine un quadrilatère qui figure visuellement les atouts et les difficultés de l'établissement analysé. Cette expérience simple d'auto-évaluation vise, selon ses auteurs, à situer et à définir les zones de conflit et de malaise afin de faire émerger une volonté commune d'y remédier. La comparaison des

réponses apportées par les différents responsables de personnel enseignants, chefs d'établissement, administration, par exemple, peut aussi mettre en lumière des décalages et faciliter la communication.

Le principe d'une telle auto-évaluation des établissements a intéressé vivement tous les participants au colloque de Poitiers, y compris les Français. L'idée se répand que l'établissement scolaire est une unité autonome, capable de résoudre en partie ses propres problèmes. L'évaluation doit lui permettre de définir des axes de travail et lui fournir une certaine motivation. Mais la généralisation d'un tel système pose au minimum deux questions : la comparaison entre établissements, variants de la qualité des critères ont été définis, ne peut s'effectuer uniquement sur la base d'une auto-évaluation évacuant le contexte social, urbanistique et scolaire ; l'autre écueil de l'auto-évaluation est... l'auto-satisfaction. L'analyse interne ne dispense pas d'une évaluation par des acteurs extérieurs (type « inspecteurs » ou « observateurs ») qu'elle tend à éliminer à faciliter.

toujours autorité. La plupart des pays de l'OCDE s'engagent ou vont s'engager dans des réformes scolaires qui exigent parfois un effort budgétaire conséquent. Souvent échaudés par l'échec de précédentes réformes mal préparées, ils tiennent cette fois à ajuster au mieux leurs décisions et à optimiser les financements. D'autant que les parents et les étudiants, confrontés à des systèmes trop souvent opaques et mal articulés avec l'emploi, exigent de connaître la valeur réelle des établissements, cursus et diplômés. A entendre les experts de tous les pays présents à Poitiers, tout se passe comme si l'exigence d'égalité, dominante jusqu'aux années 70, avait cédé la place à une forte demande d'efficacité, voire de rentabilité : même ce mot-là n'est plus tabou.

Évaluer, certes, mais quoi et comment ? Sur le premier point au moins, un consensus international existe, et cinq grands domaines d'investigation ont été définis :

- Les résultats des élèves : leurs connaissances peuvent être jaugées au regard soit des programmes nationaux, soit de compétences universelles — résoudre une équation du second degré, par exemple — qui peuvent être définies avec le minimum de difficultés dans les disciplines scientifiques.
- La scolarisation et les cursus : taux de rétention à chaque niveau, de réussite aux examens, d'insertion professionnelle, budget consacré aux enseignants, au matériel, etc.
- Les établissements : qualité, utilisation des ressources, violence, relation avec les parents et les entreprises, etc. Ce niveau d'évaluation a été jugé prioritaire, par des pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France non seulement dans une perspective de mise en concurrence, mais à cause du poids de la politique propre à chaque établissement sur la destinée des élèves, mis en évidence par plusieurs études.
- L'hétérogénéité : écart entre les meilleurs et les moins bons élèves, entre les plus favorisés et les plus démunis, entre les régions, entre les enseignants, les établissements, disparité entre enseignement général et professionnel, entre secteur public et secteur privé.

Recueillir et exploiter toutes ces informations au niveau national tient déjà de la gageure. Non seulement certains éléments, en particulier ceux qui concernent la vie scolaire, sont difficilement quantifiables, mais la manière de les obtenir, de les compiler et de les utiliser dépend très directement de la situation de l'évaluation.

### MASTERS & JOHNSON INSPECTEURS D'ACADEMIE



Pour les élèves, l'évaluation peut avoir une dimension de notation et de classement, mais aussi, si elle est conçue, un rôle formateur, notamment par l'analyse des erreurs commises. L'évaluation peut donc rimer aussi bien avec la sanction, subvention, concertation qu'avec manipulation. Et lorsqu'on passe à l'échelle internationale, les différences de structures (centralisées ou non) et de politiques éducatives achèvent de rendre la tâche aléatoire.

**Dérives**  
Faute de reposer sur des objectifs clairs et sur l'implication des personnes concernées, l'évaluation peut aboutir à certaines dérives qu'a analysées M. Claude Seibel, responsable de département à l'INSEE : isolement du terrain et pratique mécaniquement, elle peut décourager les acteurs ; pratiquée systématiquement sur les élèves, elle risque de se transformer en

M. Jean-Pierre Boisvion, directeur de l'évaluation et de la prospective et principal organisateur du colloque de Poitiers, a souhaité que « l'éducation nationale se donne la discipline de publier un petit nombre d'indicateurs suivis dans le temps ». Sa référence avérée est la brochure publiée depuis deux ans par le ministère de l'éducation du Québec, très largement diffusée en public (voir encadré). Une telle publication constituerait une petite révolution pour l'éducation nationale, qui s'obligerait ainsi à rendre compte de son efficacité à ses usagers.

La France sera-t-elle bientôt suspendue à la publication du taux de redoublement en cours préparatoire ou à celle des opinions favorables sur le système scolaire, comme elle peut l'être pour l'indice des « prix » ? Tout dépendra de la qualité et de la simplicité des indicateurs choisis, mais aussi de l'instance qui les diffuserait, par exemple... une « haute autorité » de l'évaluation.

**ANGLAIS \* FRANÇAIS \* ALLEMAND**

**COURS INDIVIDUELS ET EN GROUPE**  
DANS NOS CENTRES EN FRANCE, ANGLETERRE, ÉTATS-UNIS, ESPAGNE ET ALLEMAGNE

□ Stages professionnels intensifs / vacances  
□ Formation sur place □ Stages de perfectionnement  
□ Préparation aux examens □ Cours de conversation anglaise

Documentation sur demande à :  
**LANGUAGE STUDIES INTERNATIONAL**  
350, rue Saint-Honoré — 75001 Paris  
Tél. : 42-60-53-70

**ITALIEN \* ESPAGNOL**

(Publicité)

## ASSISTANAT ESSEC\*

**PRÉPARATION À L'ENSEIGNEMENT**  
À LA RECHERCHE ET AU CONSEIL EN GESTION

**Vous êtes titulaire d'un D.E.A. en gestion**

L'ESSEC sélectionne un nombre limité d'étudiants doctoraux parmi les candidats titulaires d'un D.E.A. souhaitant poursuivre des activités d'enseignement, de recherche et de conseil en gestion.

Ces étudiants, dénommés assistants, travaillent avec un professeur de l'ESSEC de leur choix qui les guide et les dirige dans leurs recherches doctorales. Ils bénéficient, par ailleurs, d'un encadrement rigoureux (séminaires, informatique, bibliothèque, etc.) et du concours d'un corps professoral de renommée internationale.

Durée des travaux : environ deux ans.

**Vous êtes titulaire d'un diplôme de second cycle, ou bien diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion**

Grâce aux accords passés entre l'I.A.E. d'Aix-en-Provence et l'ESSEC, il vous est possible de poser votre candidature pour l'admission au programme de D.E.A. sciences et gestion, organisé par ces deux institutions.

L'obtention du D.E.A. vous permet d'accéder à l'assistanat ESSEC.

**Pour tous renseignements et dossier de candidature**

S'adresser à la direction du programme doctoral ESSEC - B.P. 105, 95021 Cergy-Pontoise, Cedex - Tél. : 30-39-39-00.

**DATE LIMITE DES CANDIDATURES : 15 MAI 1988**

L'assistanat ESSEC, programme doctoral en sciences doctorales en sciences de gestion, reçoit le soutien de la F.N.E.G.E. (Fondation nationale pour l'Enseignement de la gestion des entreprises).

\* École supérieure des sciences économiques et commerciales ; établissement privé d'enseignement supérieur.

## OÙ VA L'OPÉRA ?

**CHANT.** Où va l'opéra ? Roland de Candé a visité tous les grands théâtres européens, il a rencontré tous les responsables. Les résultats d'une grande enquête. MAESTRO. Du Philharmonia à l'Orchestre de Philadelphie, de Salzbourg à la Scala de Milan, Riccardo Muti s'est imposé comme le successeur de Toscanini. Une interview exclusive. HISTORIQUE. Il y a vingt-cinq ans, Serge Prokofiev disparaissait. Sviatoslav Richter se souvient de l'homme et du musicien. Un document unique. ADIEUX. Henryk Szeryng fut l'un des grands violonistes de ce siècle. « Le Monde de la Musique » a recueilli sa dernière interview. Il s'y remémore son enfance, parle du violon et décerne des lauriers à quelques confrères... illustres et moins illustres. BÉTISSIER. Jacques Drillon a laissé trainer ses oreilles à la sortie des concerts, il a eu avec une attention d'entomologiste vingt années de pochettes de disques et de presse musicale ! Son dictionnaire des idées reçues est une joie de tous les instants...

Egalement au sommaire : un reportage sur « Le Martyre de saint Sébastien » mis en scène par Bob Wilson, une interview de Claus Peter Flor, le jeune chef qui monte ; les souvenirs de Wladislaw Szpilman, les programmes de concerts en France, la critique des disques du mois, etc.

**Le Monde de la Musique**  
25 F. Chez votre marchand de journaux.

### Au Québec un indicateur public

Le ministère de l'éducation du Québec publie depuis 1988 une brochure illustrée d'une cinquantaine de pages, remise à jour chaque année, qui rassemble une vingtaine d'indicateurs sur la situation du système scolaire : dépenses publiques, salaires des enseignants, retards scolaires, performances des élèves dans les principales disciplines, succès aux diplômes d'études secondaires, à l'enseignement supérieur, au marché du travail.

L'« indicateur » québécois montre les inégalités de résultats entre les régions, les sexes et le type de formation, il met en lumière la notion de « persévérance scolaire » qui est la chance statistique de poursuivre des études longues jusqu'à l'obtention d'un diplôme.

Depuis l'année dernière, les résultats aux examens sont rendus publics pour chaque établissement (groupes d'établissements). En publiant largement ces documents commentés (environ sept mille exemplaires pour six millions et demi d'habitants), les autorités scolaires du Québec entendent « alimenter le débat sur la performance du système éducatif en mettant en relation les ressources collectives qui y sont investies et les résultats qui en découlent ».

Pour M. Robert Mahey, directeur des études économiques et démographiques au ministère de l'éducation, il s'agit aussi de « parvenir à un consensus de tous les acteurs sur les diagnostics et les moyens d'améliorer le système ». La mise en lumière des progrès dans l'accès à l'enseignement supérieur a permis de faire passer dans l'opinion un programme de créations de bourses d'études.

L'« indicateur » reconnaît que depuis le début des années 80, « la croissance des salaires (des enseignants) s'est ralentie et leur tâche a augmenté ». Mais il justifie l'infériorité des salaires des enseignants du Québec par rapport à ceux de l'Ontario en raison d'une moindre charge d'élèves.



قضايا من اجل

INTERNATIONAL CROPS RESEARCH INSTITUTE FOR THE SEMI-ARID TROPICS (ICRISAT)

recherche pour son programme régional du sorgho au Mali en Afrique de l'Ouest

CHEF DE PROGRAMME

FONCTIONS Le chef du programme dirigera les études scientifiques et sera responsable du programme ouest-africain régional d'amélioration du sorgho basé au Mali...

Le chef du programme travaillera en coopération avec les organisations nationales et régionales de recherche...

QUALIFICATIONS Essentielles : doctorat dans un domaine agricole pertinent avec le témoignage de dix ans d'aptitude en recherche internationale...

AUTRES INFORMATIONS Le chef du programme sera affecté à Bamako, au Mali, d'ici le milieu de 1988...

Rémunération liée à l'expérience ; indemnités supplémentaires attractives. Les candidatures accompagnées d'un c.v. et l'adresse de trois personnes pouvant le recommander...

saportti Italia maison d'ameublement leader dans le design moderne RECHERCHE pour renforcer son activité sur le marché français AGENTS REPRESENTANTS

MOTIVE POUR L'EXPORTATION... CHEF DE MARCHÉ EXPORT CONFIRME Votre formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESC...) a été complétée par : une expérience de 2 ans minimum comme chef de produit dans l'une des sociétés leaders du marketing produits de grande consommation...

Université de Zurich (Suisse) La faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Zurich met au concours, pour le 16-4-1990, un poste de

PROFESSEUR ORDINAIRE DE PHILOLOGIE SLAVE (succession Peter Brang) Les candidat(e)s sont appelés à assurer l'enseignement et à promouvoir la recherche dans le domaine des littératures slaves...

Organisation inter-Etat basée à Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso) crée les postes de DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER ET DE CONTROLEUR DE GESTION

L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE ouvre une inscription pour la poursuite en faculté des SF d'un poste de PROFESSEUR ORDINAIRE DE METHODOLOGIE EN SCIENCES SOCIALES

DEMANDES D'EMPLOIS CHEFS D'ENTREPRISE L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs : INGENIEURS toutes spécialisations CADRES administratifs, commerciaux JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

RESPONSABLE DE PROGRAMMES Promotion Immobilière Paris Une société de Promotion Immobilière nationale, filiale d'un grand groupe financier, recherche un RESPONSABLE DE PROGRAMMES...

LA VILLE DE CHAUMONT 30 000 hab. chef-lieu du département de l'Yonne RECRUTE URGENCE UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT (20 000 à 40 000 heb.)

BUREAU D'ÉTUDES SPÉCIALISÉ PARIS 1 RESPONSABLE société économique et commerciale (BAC + 4, exp. nécessaire) 1 INGÉNIEUR INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (diplômé ou confirmé)

UN CHEF DE CABINET DU MAIRE sur contrat (C.A.P. début du 15 décembre 1987). Diplômé d'études supérieures rompu aux techniques de communication. Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et diplômes à :

L'AGENDA Badges UN BADGE A ÉTÉ CRÉÉ pour lutter contre le chômage et la délinquance. Bijoux ACHAT BIJOUX OR bijoux, pierres précieuses PERRONO OPERA boulevard des Tulleries, 4, Chausse-d'Antin, Paris - Occas. - Esthétique Cours PROF. D'AMÉRICAIN. Répondent, motivé, créatif, expérimenté, sans école, percutant. Paris 47-04-82-48

Vacances Tourisme Loists ARDÈCHE l'ami-souris vallée du Rhône HOTEL RESTAURANT parc boisé, fleur TV, T.V., chère avec s. de bains, repos, détente, loisirs 1/2 pension pour une chambre 2 personnes 125 F/jour (personnes T.V. 75-51-43-80)









# Économie

## CONJONCTURE

### « Nous sommes sur le bon chemin il ne faut pas en changer » déclare M. François Périot

« Nous sommes sur le bon chemin, il ne faut pas en changer », a déclaré, le mardi 29 mars, M. François Périot, président du Conseil national du patronat français (CNPF) au cours d'une conférence de presse à l'occasion de laquelle il a présenté le traditionnel « cartes sur table » des données fondamentales de l'économie française.

« Le patron des patrons » a ajouté que les entreprises avaient prouvé que la libération du marché des retards accumulés par les concurrents ne sont pas entièrement comblés, notamment en matière d'investissement et de recherche-développement, le rétablissement n'est pas achevé », a ajouté M. Périot.

De son côté, l'économiste Jacques Plassard, qui commentait pour le CNPF le dossier « cartes sur table », a déclaré que l'économie française se trouvait actuellement dans un environnement international « excessivement favorable, tendant à l'euphorie ». L'impression prévaut, selon M. Plassard, « que cela va trop bien et que cela ne pourra pas continuer, d'où les rémous boursiers actuels ». M. Plassard, qui a déclaré que des périodes aussi favorables étaient rares dans l'histoire de la France, a ajouté que notre pays se trouvait « dans une situation moyenne, plutôt rassurante ».

## SOCIAL

### Protestation de la CGT à propos d'une agression contre un de ses militants

La CGT a demandé que « toute la lumière soit faite » sur l'agression dont a été victime, le jeudi 24 mars, un de ses militants, M. Patrick Boudet, trente-trois ans. Celui-ci, délégué du personnel à la Sobovid, une boucherie industrielle de Vichy, grièvement blessé alors qu'il sortait de son domicile à Cussat (Allier), a dû être hospitalisé à l'Hôtel-Dieu de Clermont-Ferrand où il a été frappé à la tête et au bras de plusieurs coups de « famille de boucher » (bâchettes utilisées pour découper la viande).

Au sujet de cette démission, M. Périot a répété qu'il ne s'agissait pas d'un incident et pas d'une affaire d'État, mais qu'elle posait un « problème intéressant » à la jonction de deux cultures : fait on confiance, pour se couvrir, à un système de solidarité ou de capitalisation (1). De toute façon, on ne passera ni rapidement ni complètement d'un système à l'autre. « La question se posant d'ailleurs de savoir jusqu'où ce mouvement doit s'effectuer ». Il faut un minimum

de solidarité », a encore déclaré M. Périot. Le président du CNPF a ajouté qu'il lui aurait été possible d'écarter le problème solidarité-capitalisation, mais que telle n'était pas son approche.

### La hausse des prix de détail en février : + 0,2 %

VARIATIONS (en %) AU COURS
Table with 4 columns: Des 12 derniers mois, Des 6 derniers mois, Des 3 derniers mois, Du dernier mois. Rows include ENSEMBLE, ALIMENTATION, PRODUITS MANUFACTURÉS, and SERVICES.

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en février 1988 à 169,4 contre 169,1 en janvier 1988. En rythme annuel sur les trois derniers mois (décembre, janvier, février), la hausse des prix est de 1,6 %.

## SOCIAL

### Grèves à la SNECMA

Des grèves continuent, le mercredi 30 mars, à la SNECMA, après l'échec des négociations le mardi 29, les syndicats jugeant insuffisantes les propositions de la direction. Le mouvement, parti le jeudi 17 mars de l'usine de Genevilliers (Hauts-de-Seine), s'est étendu ensuite à celle de Villaroche (Seine-et-Marne), puis à celle de Corbail (Essonne), le vendredi 25 mars, à l'appel de la CGT et de la CFDT.

### Reprise des négociations entre l'Armement naval SNCF et les syndicats

Les négociations entre les syndicats de marins et la direction de l'Armement naval SNCF, qui avaient été interrompues dans la nuit de mardi à mercredi, devaient reprendre le mercredi 30 mars, dans l'après-midi. Au cœur des discussions : les conditions de travail à bord des car-ferries de la ligne Dieppe-Newhaven, où la SNCF souhaite embaucher du personnel temporaire.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'émission étant close, cet avis est publié à titre d'information

MARS 1988

### SOCIÉTÉ FINANCIÈRE CARNOT

## EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 500 MILLIONS DE FRANCS A TAUX VARIABLE (T.M.E.)

garanti par la Caisse Centrale de Crédit Mutuel Artois - Picardie

Chef de file EUROPEENNE BANQUE DE UNION EUROPÉENNE Co-chef de file BANQUE FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT

Visa COB N° 88-90 du 23 mars 1988

## Eparcic La Sicav des Trésoriers

Sicav de réméré depuis le 01.09.1987

Comptes de l'exercice clos le 31.12.1987

Performance : + 7,46 % entre le 01.09.1987 et le 31.12.1987 (annualisé) et + 1,21 %

entre le 31.12.1987 et le 01.03.1988

Dividende proposé : F 221,99 + F 4,99 d'ivoire fiscal.

Suspension du droit d'entrée à partir du 1er avril 1988. Aucun droit de sortie.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et PCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

Le Président Jacques Guennet a déclaré :

"Eparcic qui était une Sicav sensible à coupon réduit a totalement changé d'orientation depuis le 1er septembre 1987, pour devenir une Sicav monétaire. Désormais

Eparcic gère des actifs indexés sur les taux à court terme de façon à garantir aux capitaux investis une croissance régulière et sans risques. Elle a pleinement atteint son

objectif, devenant ainsi un instrument privilégié de gestion de trésorerie à court terme, en particulier pour les entreprises et les associations.

M. Jacques Guennet a proposé au Conseil d'être à sa place M. Pierre Boutellier.

(Conseil d'Administration du 1.03.1988)



### Résultats de l'exercice 1987.

## BP France

La perte de l'activité pétrolière limitée à 210 MF. Le résultat consolidé bénéficie de l'excellente performance de BP CHIMIE.

Table with 2 columns: 1987, 1986. Rows include Résultat net, Résultat courant, Résultat financier, Résultat d'exploitation, Capacité d'autofinancement, etc.

Le résultat net comptable est négatif à -210 millions de francs malgré un effet stock positif de 148 millions de francs. Le résultat courant économique, obtenu en corrigant le résultat comptable de l'effet stock est négatif à -341 millions de francs.

Le Monde DES LIVRES

هتدا من الامل

Marchés financiers

PARIS:

La COB demande des sanctions contre deux commis de Louis Baudouin

Tandis que M. Albert Chassagnon, nommé administrateur judiciaire de la société de Bourse Louis Baudouin, s'apprête à déposer le bilan...

Il est reproché à ces deux commis de s'être placés en septembre 1985 en tant qu'acheteur (une banque suisse) et un vendeur (une SICAV) d'actions Aux Trois Quartiers...

Les Câbles de Lyon en Italie

Les Câbles de Lyon (groupe CGE) ont pris le contrôle des activités du groupe italien Manuli dans le domaine des câbles électriques en Italie...

Les Câbles de Lyon ont réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 14,64 milliards de francs et un résultat net consolidé de 409,3 millions.

Rebond de 0,9% de l'indice composite américain

L'indice composite censé préfigurer la conjoncture aux Etats-Unis a progressé de 0,9% en février, sa plus forte hausse depuis juin 1987.

L'indice composite avait fortement baissé de 1,1% en janvier. Sa reprise, un mois plus tard, est surtout attribuable à un renouveau des demandes de permis de construire...

Grand Metropolitan a mis en vente l'hôtel Meurice

Le conglomérat britannique Grand Metropolitan (hôtels, brasseries, agro-alimentaire) a mis en vente l'hôtel Meurice (190 chambres) à Paris, qu'il avait acquis en 1978...

L'hôtel Meurice est estimé entre 300 et 400 millions de francs, mais pourrait coûter jusqu'à 500 millions à son acquéreur en raison des investissements nécessaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRETABAIL SICOMI Groupe Courcelles

Le conseil d'administration s'est réuni le 28 mars pour arrêter les comptes de l'exercice 1987 qui seront soumis à l'assemblée générale mixte du 19 mai prochain.

Table with 4 columns: Item, Au 31-12-86, Au 31-12-87, Variation en %. Rows include Immobilisations brutes, Chiffres d'affaires, Marge brute, etc.

(1) 1 991 498 actions. (2) 1 994 909 actions.

Le bénéfice net progresse de 8,2% en tenant compte du solde positif des plus-values liées à des sorties de contrats pour 26,7 MF et de l'armementement intégral des frais d'acquisition d'immobilisations pour 4 MF.

En fin d'exercice, le patrimoine propre de Pretabail-Sicomi peut être estimé à 1 800 MF à comparer à sa valeur nette au bilan de 817 MF et à un montant de fonds propres de 896,2 MF.

Le conseil proposera à l'assemblée la distribution d'un dividende unitaire de 91 F (contre 88 F pour l'exercice 1986), en augmentation de 3,4%, qui s'appliquera à un nombre d'actions accru par suite de l'exercice de bons de souscription attachés aux obligations émises en juillet 1985.

Le résultat consolidé fait ressortir un chiffre d'affaires global de 495,4 MF qui a permis de dégager une marge brute d'autofinancement de 359 MF et un bénéfice net de 220,3 MF, compte tenu de la réintégration de 4,3 MF de suramortissements.

Merlin

Le groupe Banque La Héniac vient de prendre le contrôle de la société Merlin Immobilier en acquérant 27% des actions de cette société qui étaient détenues par M. Bernard Merlin.

La Banque La Héniac est en négociation pour céder une participation majoritaire dans cette entreprise, avec un groupe qui mettra en œuvre son potentiel important de développement, en Europe et en France.

En raison de cette opération financière, la cotation des titres de la société a été provisoirement suspendue.

À la reprise des cotations, la société acquéreuse se conformera à la réglementation de la Chambre syndicale des agents de change en matière d'acquisition de bloc de contrôle, et offrira aux actionnaires minoritaires la faculté de céder leurs titres dans des conditions fixées par la Chambre syndicale des agents de change.

NEW-YORK, 29 mars ↑

Reprise technique

Après trois jours de baisse et une pause, Wall Street s'est assez sensiblement redressé mardi. Le marché, cependant, n'a pu conserver toute son avance.

De l'avis général, cette reprise a revêtu un caractère purement technique. « Le marché était survendu », assurent les analystes.

L'activité est restée relativement modérée avec 453,05 millions de titres échangés contre 142,82 millions la veille.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 28 mars, Cours du 29 mars. Rows include Alcoa, A.T.T., A.T.T., etc.

PARIS, 29 mars ↑

Légère amélioration

Après le coup de grâce du début de la semaine, la Bourse de Paris a retrouvé mardi une physionomie plus sereine.

« Heureusement, Wall Street a tenu, dès un professionnel, en faisant situation à la réouverture la nuit dernière du marché new-yorkais. Le dollar a lui aussi, cessé momentanément de baisser. Plus vivement, cependant, des investisseurs ont pu se rassurer.

Après avoir déposé son bilan, le change suédois sera racheté sur Francor. Ses pertes, soit une centaine de millions de francs, seront épongées par le Fonds de garantie de la Compagnie des agents de change.

Le marché obligataire s'est montré très circonspect, et de l'affaiblissement est apparu en de nombreux endroits de la cote.

LONDRES, 29 mars ↑

Reprise

La Bourse de Londres s'est raffermie mardi dans un marché calme, évoluant irrégulièrement dans l'attente de l'ouverture de Wall Street.

En léger repli à la mi-journée en raison notamment d'un accès de fièvre de la livre à la suite de rumeurs spéculatives sur le dollar, le marché a néanmoins retrouvé son calme.

TOKYO, 30 mars ↑

L'indice au-dessus des 26 000 yens

Poursuivant sa progression à un rythme accéléré, la Bourse de Tokyo a franchi, mercredi, un cap psychologique, soit une centaine de points depuis le krach de l'automne dernier.

FAITS ET RÉSULTATS

Rhin-Rhône : le conseil favorable à l'offre d'EM. Le conseil d'administration de la compagnie Rhin-Rhône s'est prononcé de manière favorable à l'offre d'EM lancée par le groupe pétrolier Elf-Aquitaine sur son capital et concurrent de celle de Bolloré technologies.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 29 mars, Cours du 30 mars. Rows include Alcatel, Bouygues, etc.

ICI dans les péninsules japonaises. Le groupe chimique britannique ICI vient de racheter trois entreprises de peintures en Océanie à la société William Holdings pour 51 millions de livres (520 millions de francs).

Le dollar a continué de se raffermir, mercredi 30 mars, sur toutes les grandes places financières internationales.

Second marché (indication)

Table with 6 columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours, Valeurs, Cours préc., Dernier cours. Rows include AGR.SA, Amstel & Ansoald, etc.

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 29 mars 1988

Table with 6 columns: Valeurs, Prix exercice, Options d'achat, Options de vente. Rows include Elf-Aquitaine, Lafarge-Cofipa, etc.

MATIF

Table with 4 columns: Cours, Juin 88, Sept 88, Déc 88. Rows include Dernier, Précédent.

INDICES

Table with 2 columns: CHANGES, BOURSES. Rows include Dollar: 5,66 F, Paris, New-York, etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with 5 columns: Cours au jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Rows include SE-U, Sca, Yen, etc.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 6 columns: SE-U, DM, FF, etc. Rows include 3 1/8, 3 1/4, etc.

Marchés financiers

BOURSE DU 29 MARS

Cours relevés à 16 h 03

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Précédent', 'Dernier', and '% +/-'.

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

29/3

Tables for 'Comptant (sélection)', 'SICAV (sélection)', and 'Étrangers' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Précédent', 'Dernier', and '% +/-'.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Tables for 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' with columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS', 'ACHETER', and 'VENDRE'.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-56-91-82, poste 4330

Handwritten Arabic text: 'مقدون الاصل'

مقرا من الاموال

Le Monde

Table of contents with categories: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, ARTS ET SPECTACLES, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL.

PHILIPPINES

Arrestation à Manille de trois des principaux dirigeants de l'insurrection communiste

MANILLE correspondance

La dix-neuvième anniversaire de la Nouvelle Armée du peuple (NAP)...

Le gouvernement de M. Aquino peut ainsi se féliciter d'avoir neutralisé...

Le chef de la NAP, M. Roméo « Rolly » Kintanar...

La nouvelle a de quoi réjouir Manille. La veille, seulement...

Début février, toute la commission des Visayas...

A la suite de l'abondance de l'actualité...

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 mars

Soutenu

Après un démarrage encourageant, le marché est devenu...

Hausse de Bellon. Bel. Galeries Lafayette...

TRÉCA cad à commande automatique... CAPELOU

A Jérusalem

La police israélienne ferme l'agence de presse palestinienne PPS

Jérusalem (AFP). - La police israélienne a fermé, mercredi matin...

Les policiers se sont présentés dans les locaux de PPS vers 9 h 30...

La mesure prise à l'encontre de l'agence PPS marque un grand tournant...

Israélienne en Cisjordanie et à Gaza, et un hebdomadaire en anglais Al Awdah...

Loyal au Fatah de M. Arafat, PPS servait aussi à diffuser les thèses de l'OLP...

MAROC : la visite de M. Jean-Bernard Raimond

Relations bilatérales et dialogue « franco-français »

M. Jean-Bernard Raimond est arrivé au Maroc le mercredi 30 mars...

Bruxelles après d'âpres discussions. Les vues marocaines ont été assez largement prises en considération...

Outre le traditionnel tour de table sur les problèmes du Proche-Orient...

fréquentent ces établissements. M. Raimond arrive porteur d'apaisement.

Les Français établis au Maroc ont eux aussi des sujets de réclamation...

La mort d'Edgar Faure

L'hommage de M. Chirac

M. Jacques Chirac, premier ministre, a fait diffuser après l'annonce du décès d'Edgar Faure...

« La disparition du président Edgar Faure est un événement national car il fut l'un des hommes politiques de la IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> République...

« A chaque moment important de notre vie politique, sa démarche a toujours été tournée vers l'aventure...

« Derrière le brio des mots ou des formules qui lui étaient avec bonheur, ses comportements divers s'appuyaient sur une très grande rigueur intellectuelle...

« Toutes ses connaissances, toute son expérience, il aimait en faire profiter les jeunes qui s'intéressaient à la politique...

« Après le décès tragique de Michel Baroin, la personnalité du président Edgar Faure s'était imposée à nous pour lui confier la célé-

bration du bicentenaire de la Révolution française. Cette tâche l'enthousiasmait et, comme toujours, avec des idées hardies et généreuses...

« Edgar Faure a tracé un grand sillon dans notre histoire. Pour moi, ma peine est aujourd'hui avant tout celle de celui qui vient de perdre un véritable ami.

M. Alain Fohet, président du Sénat a rendu hommage à « l'homme exceptionnel » et salué la mémoire de « l'homme du Centre, soucieux de regrouper les gens de gauche et de droite...

M. Jean Pouchet succède à Edgar Faure au Sénat. Suppléant d'Edgar Faure élu au Sénat en 1980...

[Né le 9 décembre 1925 à Libremont (Doubs), M. Jean Pouchet, agriculteur, est maire de sa commune natale depuis 1953 et conseiller général du canton de Montbeault depuis 1973. Membre du Crédit agricole et vice-président de la chambre d'agriculture du Doubs, M. Pouchet préside également une importante coopérative agricole départementale.]

Sur le vif

Ombre et lumière

Ce va pas, dit-on donc, les enfants. Il y a quelque chose qui cloche, là, il y a des chiffres choc qui, moi, me choquent et qui s'entrechoquent dans ma petite tête...

Qui ça, on ? Ben, vous, moi, nous... Chancel a fait la quête à la tête. On y est tous aliés de notre obole et on a fini par cracher 5 millions au bassinnet de l'ordre de Malte...

droit. Quoi qu'il en soit, ces Français-là, apparemment, c'est pas la France. Ils peuvent bien claquer du bec...

Notre honneur, notre dignité, c'est là qu'on les place, sous un tube de néon, derrière un cordon de velours rouge...

CLAUDE SARRAUTE.

ESPAGNE : l'assassinat du général Azcarraga revendiqué... l'organisation indépendantiste basque ETA-Militaire a revendiqué...

CHF-Chimie investit en Moselle. Troisième chimiste français, CHF-Chimie, a décidé d'investir 150 millions de francs sur la forme de Carling-Saint-Avoid

Moselle), pour y construire une ligne de fabrication de polystyrène compact d'une capacité de 50 000 t/an.

Un Mirage français s'écrase à proximité d'une centrale nucléaire ouest-allemande

Un Mirage français s'est écrasé, le mercredi matin 30 mars, à proximité d'une centrale nucléaire de Bavière. Selon les autorités locales, l'avion a été endommagé. Le pilote de l'avion a été tué dans l'accident qui s'est produit près du village d'Obu...

SCIENCE & VIE QUI LEUR A DONNÉ LA BOMBE ? Trois physiciens surdoués ne suffisent pas à fabriquer une bombe A. Il y faut un effort national...

A B C D F G H